l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

5 aout 1976

SPECIAL MOIS D'AOUT

N° 524 2 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire No 57952

Les révisionnistes et l'abandon du marxisme-léninisme

Miyamoto plus fort que Marchais, c'est ainsi que pourrait être annoncées les récentes innovations de la clique révisionniste japonaise. On sait que voici quelques temps le chef de file de «nos» traîtres au communisme s'était rendu à Tokyo pour y rencontrer Miyamoto, Marchais venait de renier ouvertement la dictature du prolétariat tandis que son homologue japonais ne l'avait pas encore fait.

Marchais était donc en avance d'une tête dans la course à l'anti-marxisme-léninisme. En une convention extraordinaire, le parti « communiste » japonais vient de reprendre la tête du peloton : cette conférence a adopté à l'unanimité une proposition de sa direction visant à abandonner l'utilisation non seulement de l'expression «DICTATURE DU PROLÉTARIAT» mais aussi de «MARXISME-LÉNINISME» !

Il faut remercier le parti révisionniste japonais de formuler si clairement le fond de la ligne appliquée par tous les partis révisionnistes.

Car, quand le parti de Berlinguer en Italie se déclare prêt à gérer le capitalisme, quand celui de Carillo en Espagne fait des promesses identiques, quand en France le PCF ne vit plus que pour l'accession de Mitterrand à la tête du gouvernement en 1978, ils ne font rien d'autre que d'appliquer une politique fondée sur les intérêts de la bourgeoisie et du social-impérialisme russe, une politique anti-ouvrière donc anti-marxiste-léniniste.

Le marxisme-léninisme est en effet une doctrine révolutionnaire destinée à guider la libération sociale de la classe ouvrière et de tous les travailleurs, elle est fondée sur l'expérience historique de la lutte millénaire des classes opprimées. Rayer le marxisme-léninisme c'est comme vouloir rayer l'histoire de la lutte des classes. C'est impossible !

C'est impossible, car la lutte de classe est une loi de la société de classe. Tant qu'existeront les classes, les exploités, ouvriers en tête, lutteront contre les exploiteurs. C'est une loi indépendante de la volonté des hommes, sur laquelle bien des Miyamoto et autres Marchais se sont cassés les dents.

Suite page 5.

Les paysans et la sécheresse

DE BONNES RAISONS DE SE REVOLTER

p. 11

LES TRAVAILLEURS IMMIGRES TIENNENT BON

p. 10 et 14

Dans ce numéro...

- Une déclaration du parti Communiste Indonésien p.2
- La fusion ERAP-SNPA p.4
- Nouvelles intérieures p.5
- 3 lettres à la GOP (Gauche Ouvrière et Paysanne) et au PCR(m.l.) p.6
- L'auteur de «L'usine de la peur» accuse les patrons de la CGT des métaux p.7
- Durafour, ministre des licenciements, en plein travail p.8
- La France des luttes p.9
- Lire et étudier «L'Etat et la Révolution» p.15
- LES INCULPES DE LORIENT PARLENT p.16

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS

RECIT SUR UN VOYAGE EN URSS

p.12 et 13

PEKIN NOUVEAU SEISME ATTENDU DANS LE CALME

voir p.3

En Chine, les points sismiques sont dispersés sur de vastes régions et parfois, au même endroit, deux séismes de grande amplitude sont séparés par un long intervalle de temps. C'est pourquoi les mesures effectuées par un petit nombre de spécialistes, même si elles sont très précises, ne suffisent pas pour capter à temps un grand nombre de signes prémonitoires. Il faut donc mobiliser les masses pour installer partout des stations d'observation ; en un mot, combiner les efforts des spécialistes avec ceux de la population.

Photo ci-contre :
Dans la commune de Houking, district de Yingkeou, les observateurs non professionnels et les paysans étudient les phénomènes anormaux constatés dans les puits.

UNE DECLARATION DU PARTI COMMUNISTE D'INDONESIE

A l'occasion du 56e anniversaire du Parti communiste d'Indonésie, en mai 1976, la délégation du Comité central du PKI a publié une longue déclaration dont nous venons d'avoir connaissance sous le titre «Que le peuple d'Indonésie s'unisse, lutte et se dresse pour la libération nationale et la démocratie». Nous en publions un extrait portant sur la situation intérieure en Indonésie.

«En apparence, la clique de Suharto semble forte. Mais en réalité, elle devient de plus en plus faible avec chaque jour qui passe. Ses différentes clameurs et promesses démagogiques – selon lesquelles par exemple "le développement par la voie des Repelitas (plans de développement quinquénaux) améliorera les conditions de vie du peuple" – qui ont toutes pour but de tromper le peuple, ont été démasquées davantage par la réalité concrète de la détérioration économique et financière de l'Indonésie. En 1975, la situation économique et financière du pays a été sévèrement touchée par la crise qui a saisi le monde capitaliste. La situation est devenue encore plus difficile cette année. Tout cela a rendu l'emprise du capital monopoliste impérialiste, en particulier le capital américain et japonais, encore plus tangible sous tous les aspects de la vie. Au tas de dettes extérieures du régime sont venues s'ajouter de nouvelles dettes contractées à des conditions plus lourdes. Les capitalistes bureaucratiques, les compradors et les propriétaires terriens féodaux continuent à servir fidèlement les intérêts des impérialistes, à vendre les intérêts nationaux et à intensifier leur exploitation du peuple indonésien. Donc, inévitablement, des fractions du peuple toujours plus larges se lèvent pour s'opposer au régime de Suharto, un régime qui représente de manière concentrée les intérêts de l'impérialisme et de ces classes réactionnaires. Les ouvriers et les paysans qui constituent l'écrasante majorité du peuple, ont maintes fois lancé des actions pour de meilleures conditions de vie et pour la terre. Les luttes des pêcheurs en différents endroits ont montré leur résitance contre le pillage des richesses maritimes par le capital monopoliste impérialiste et ses valets. Les pauvres des villes se sont dressés dans des luttes contre les actions arbitraires des autorités fascistes, telles que leur expulsion et la destruction de leurs maisons, l'application de la loi sur les «zones libres de becak» (sorte de taxi-tricycle conduit par un homme) privant des milliers de conducteurs de becak de leur gagne-pain et favorisant et profitant à la poignée d'exploiteurs. Les intellectuels et les étudiants ont mené des luttes pour soutenir leur revendication des droits démocratiques les plus élémentaires comme la liberté d'organisation et d'expression et pour s'opposer à la domination du capital étranger et à l'agression de la culture décadente impérialiste. En bref, le profond mécontentement et le ressentiment régnant dans toutes les couches du peuple se sont manifestés sous différentes formes de résistance et d'opposition.

La principale forme de lutte pour détruire complètement la dictature militaire fasciste de Suharto et pour installer le pouvoir démocratique populaire ne peut être que la lutte armée révolutionnaire des masses du peuple, lutte qui est essentiellement la révolution agraire armée des paysans sous la direction du prolétariat. Comme cela a été souligné dans le Programme du PKI pour la Démocratie populaire en Indonésie (novembre 1967), *"la révolution indonésienne remportera la victoire complète dans l'ensemble du pays à travers les victoires remportées localité par localité, à travers la libération de la campagne de l'oppression féodale, à travers l'établissement du pouvoir politique révolutionnaire à la campagne, à travers l'encerclement des villes par la campagne et finalement en libérant les villes, en écrasant dans sa totalité le pouvoir de la contre-révolution, et en établissant le pouvoir politique révolutionnaire au niveau de la nation".*

Cette lutte armée étant la lutte armée des masses du peuple, elle peut seulement se développer sur la base de la conscience politique et de l'éveil des masses. Mener un travail tenace, patient, minutieux et intensif pour soulever, organiser et mobiliser les masses du peuple des différentes couches, en particulier les paysans, dans tous les champs de lutte, en partant des formes simples et inférieures jusqu'aux formes complexes et supérieures de lutte contre l'oppression et l'exploitation du régime de Suharto – voilà la base solide au développement de la lutte armée du peuple indonésien.

Nourrissant l'illusion qu'il peut abattre la résistance du peuple indonésien, le régime fasciste de Suharyo a fait plusieurs tentatives pour détruire et annihiler le PKI et le mouvement démocratique indonésien en général. Ces tentatives ont été vaines. Le PKI et le mouvement démocratique indonésien en général ont de profondes racines historiques et possèdent une tradition révolutionnaire. Aujourd'hui, les instruments de répression du régime de Suharto comme le Kopkamtib (commandement pour la restauration de la sécurité et de l'ordre) et le Bakin (corps de coordination des services de renseignement d'État) sont activement engagés dans de continuelles tentatives pour ce qu'ils appellent "calmer la grogne" qui règne dans tous les secteurs. Même les partis politiques dont le régime a autorisé l'existence sont soumis à un contrôle rigoureux dans le but de favoriser le Golkar, le parti politique de la clique militaire fasciste de Suharto, de monopoliser le contrôle de la préparation de la farce électorale générale de 1977. La mise en scène de cette farce a pour but de créer la fausse impression qu'en Indonésie la démocratie existe. Les faits concrets, cependant, ont permis au peuple indonésien de comprendre plus clairement la nature fasciste de la dictature du régime de Suharto, qui veut perpétuer sa domination à l'aide d'escroqueries.»

La lutte pour la souveraineté turque sur les détroits du Bosphore et des Dardanelles

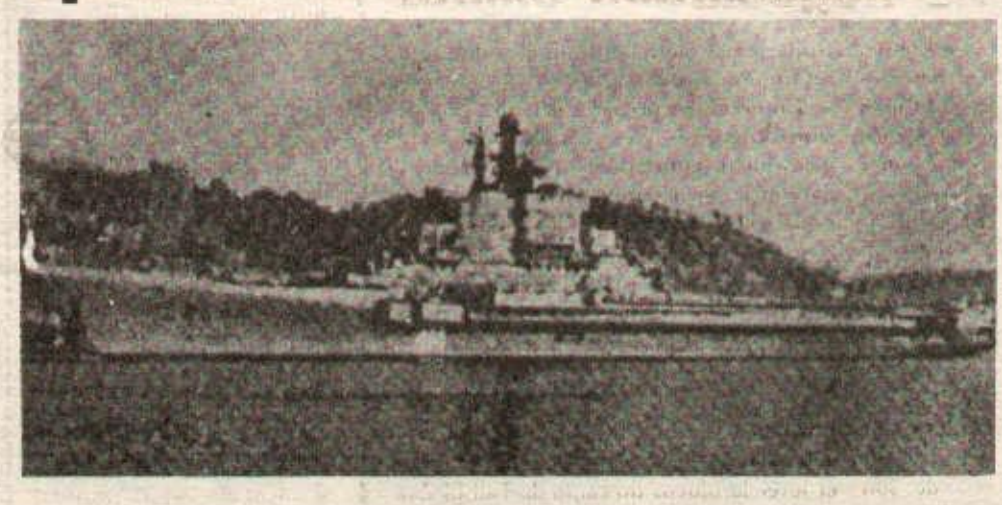
Le 20 juillet, le Comité central du Parti révolutionnaire des ouvriers et paysans de Turquie a publié l'appel suivant :

Le 20 juillet 1976 est le 40e anniversaire de la convention de Montreux qui a établi le statut des détroits reliant la mer Noire à la Méditerranée. Quoique cette convention représenta un pas en avant par rapport au traité de Lausanne de 1924, elle imposa néanmoins des limites à la souveraineté turque sur les détroits. Ces limites, bien que décidées par un accord international, sont contraires à la souveraineté turque sur les détroits qui lui appartiennent et qui de ce fait ne saurait être limitée par quelque accord que ce soit.

Aujourd'hui, les nouveaux stars soviétiques ne s'en tiennent même pas à cet accord et, en exerçant des pressions sur le gouvernement turc font passer par les détroits jusqu'en Méditerranée des navires de guerre dont le tonnage dépasse les limites imposées par la convention de Montreux. Les pays méditerranéens, du Moyen-Orient et même de l'Océan indien se trouvent alors sous la menace et la pression de ces navires de guerre soviétiques. Les tsars soviétiques d'aujourd'hui, tout comme les anciens tsars, recherchent l'hégémonie par le moyen de la puissance militaire. De manière à s'assurer l'hégémonie mondiale, les sociaux-impérialistes soviétiques se sont engagés dans une furieuse compétition avec l'impérialime US et ont posé leurs yeux sur l'Europe. Avec ce but en tête, l'Union soviétique concentre ses tentatives d'expansion sur le front sud de l'Europe, c'est à dire la Méditerranée. Ni l'une ni l'autre des superpuissances n'ont de frontières en Méditerranée mais malgré cela leurs flottes respectives y patrouillent.

Mais la flotte des sociaux-impérialistes, les plus agressifs et les plus expansionnistes, dépasse désormais celle de leurs rivaux, l'autre superpuissance.

Les nouveaux tsars veulent faire de la Méditerranée leur mer intérieure. C'est pourquoi, en créant tout d'abord la tension militaire, ils tentent de faire se quereller entre eux les pays méditerranéens, puis, par le biais de cinquièmes colonnes dans ces pays, ils se livrent à des activités destructrices. En aiguisant les crises chypriotes et grecques ils espèrent que la Turquie et la Grèce entrent en guerre l'une contre l'autre pour pouvoir ensuite y pêcher en eau trouble. Les récents événements du Liban ont montré combien la rivalité entre les 2 superpuissances et en particulier les tentatives d'expansion des sociaux-impérialistes est dangereuse pour la Méditerranée. Les impérialistes soviétiques, qui sont principalement responsables de la tourmente au Liban, ont porté la menace militaire en Méditerranée à un niveau jamais atteint, en faisant passer chaque jour un nouveau bateau de guerre par les détroits de la Turquie. La rivalité féroce entre les 2 superpuissances et en particulier la volonté farouche d'hégémonie des sociaux-impérialistes constituent une menace pour l'avenir de toute la Méditerranée et pour le monde entier.



Le 18 juillet dernier, le premier porte-avions russe traversait les Dardanelles.

Dans les conditions présentes, défendre la souveraineté turque sur les détroits et les fermer aux navires de guerre ne représentent pas seulement le besoin urgent des peuples de Turquie et de la Méditerranée, mais de tous les peuples du monde.

En 1922 Lénine disait: **«Dans notre programme, nous stipulons qu'en temps de paix comme en temps de guerre les détroits doivent être fermés à tout bateau de guerre.»** Nous appelons tous les peuples soviétiques opprimés par la dictature social-fasciste de la clique de Brejnev et que l'on conduit vers une guerre désastreuse, à défendre ce programme de Lénine et, comme Lénine, à soutenir fermement la souveraineté turque sur les détroits.

Nous appelons les pays et les peuples du monde qui subissent le contrôle , les pressions et les menaces des 2 superpuissances, en particulier les peuples et les pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient, à soutenir la lutte engagée pour fermer les détroits aux navires de guerre et pour défendre la souveraineté turque sur ces détroits.

Nous sommes déterminés à défendre la souveraineté inconditionnelle et sans restriction de notre pays sur les détroits.

C'est le devoir qui nous incombe non seulement envers notre pays et notre pauple, mais envers tous les peuples du monde.

Les détroits appartiennent à la Turquie et doivent être fermés à tous les navires de guerre !

Les deux superpuissances doivent quitter la Méditerranée !

La Méditerranée appartient aux peuples et aux pays méditerranéens !

Unissons-nous pour former le front mondial le plus large contre les luttes pour l'hégémonie mondiale des 2 superpuissances et leur course à la guerre !

Le 20 juillet 1976
Le Comité central du Parti révolutionnaire ouvrier et paysan de Turquie.

Séisme en Chine

L'HOMME VAINCRA LA NATURE

Un violent tremblement de terre qui a affecté Pékin s'est produit le 28 juillet dans la région de Tangchan-Fengnan, province du Hopei. Aussitôt dans toutes les villes et régions touchées par le séisme, comme dans tout le pays, les masses populaires se sont mobilisées à l'appel du président Mao et du Comité central du Parti communiste chinois dans la lutte contre le séisme et pour le secours aux sinistrés tout en poursuivant la critique de Teng Siao-ping et la production.

Dans la région la plus durement touchée, sur les lieux mêmes de la catastrophe régne une atmosphère révolutionnaire. Le Comité du parti pour la préfecture de Tangchan, le Comité du parti pour la ville de Tangchan et les responsables des unités de l'Armée populaire de libération stationnées à Tangchan ont formé rapidement un poste de commandement pour diriger la population dans la lutte contre les séquelles du séisme. Les cadres et les ouvriers des houillères de Kailouan, de la compagnie sidérurgique de Tangchan, de la centrale thermique de Tangchan et de la cimenterie 422 de Tangchan s'employaient à porter secours aux sinistrés en même temps qu'ils revisaient les installations de production,. Les mineurs de fond des houillères de Kailouan qui travaillaient lors du tremblement de terre ont été pour la grande majorité remontés sains et saufs. Maintenant, beaucoup d'habitants sont déjà hors de danger.

Rapides secours après un séisme.

De toutes les provinces voisines les secours se sont organisés, des équipes médicales et ouvrières se sont formées pour aller sur les lieux mêmes, soigner et évacuer les blessés, apporter les aliments et matériaux nécessaires, prêter main forte à la réparation des routes, ponts, voies de chemin de fer et usines endommagées.

56 équipes médicales composées de plus de 800 travailleurs médicaux de Changhaï sont déjà arrivées dans les régions sinistrées dès le 1er août.

Peu après le tremblement de terre, de nombreuses unités de l'Armée populaire de libération ont couru sous la pluie battante aux régions sinistrées. Malgré la fatigue de la marche forcée et le danger des secousses secondaires, commandants et combattants, ils travaillent toujours à l'endroit le plus périlleux pour sauver par tous les moyens chaque blessé et aider les masses à surmonter les difficultés provoquées par la catastrophe.

A Pékin, malgré les difficultés de leur famille causées par le tremblement de terre, certains ouvriers se sont rendus sans hésitation dans les régions sinistrées, disant : «L'affaire personnelle est insignifiante, et ce qui est important, c'est le secours aux sinistrés». Ayant appris que les masses sinistrées de la région de Tangchan avaient besoin de papiers bitumés pour dresser des tentes, les ouvriers et les employés de la compagnie de transport d'automobiles de Pékin ont en 20 minutes organisé une centaine de camions et les ont envoyés dans la fabrique de papiers bitumés de Pékin, où les ouvriers, les commandants et les combattants des unités de l'Armée populaire de libération de Chine stationnées dans la localité ainsi que les chauffeurs ont chargé ensemble les camions. 3 heures après, un cortège de camions bien chargés se dirigeait le soir même vers la région de Tangchan.

Une telle mobilisation prouve la supériorité du système socialiste ; une catastrophe aussi grave ne provoque pas le découragement mais au contraire une ardeur inébranlable à combattre les difficultés nouvelles en comptant avant tout sur ses propres forces, celles des masses populaires qui sont les maîtres du pays et qui ont déjà surmonté bien d'autres épreuves. Comme l'écrit un journal chinois le «Hongqui» : la victoire appartiendra à l'héroïque peuple, armé de la pensée mao-tsé-toung, qui ose lutter et triompher. C'est ce que ne peuvent comprendre les réactionn aires qui méprisent le peuple. D'ailleurs en proposant une aide au gouvernement chinois, divers gouvernements capitalistes faisaient la preuve de leurs conceptions réactionnaires :

— pour eux, ils peuvent aider la Chine en cas de catastrophe naturelle, même si par ailleurs ils combattent et condamnent le régime socialiste de la Chine

— pour eux un pays du tiers monde comme la Chine ne peut s'en sortir sans l'aide des pays développés, sans leur «assistance».

Ces aides ont été refusées car pour les dirigeants et le peuple chinois au contraire il n'y a pas deux poids et deux mesures, la lutte contre les calamités naturelles et la lutte pour l'édification socialiste de leur pays sont indissociables. C'est en comptant avant tout sur ses propres forces que le peuple chinois s'est libéré, a édifié son pays, c'est par ses propres forces qu'il surmontera les conséquences du tremblement de terre. C'est une leçon de courage, d'indépendance que donne le peuple chinois à tous les peuples de la terre au travers des épreuves présentes.

Liban

La volonté de négociation existe

Au Liban un nouveau cessez-le-feu général a été annoncé pour ce mercredi par l'émissaire de la Ligue arabe au Liban et le chef des «casques verts». Cet accord est lié à celui qui a été signé le 29 juillet dernier à Damas par le gouvernement syrien et la Résistance palestinienne.

L'accord, intervenu entre les différentes parties au conflit libanais prévoirait le cessez-le-feu à partir de 23 heures mardi, l'arrêt de toutes les opérations militaires et la supervision de la trêve par les «casques verts». D'ici au 15 août, les services essentiels de la capitale devraient être remis en marche.

Le gouvernement libanais a de son côté été convoqué pour mercredi matin au palais provisoire de la République, à Zouk Mikael, à une quinzaine de kilomètres au nord de Beyrouth, «pour examiner la possibilité de réactiver les administrations de l'État».

En attendant que le cessez-le-feu soit effectif, les combats continuent, notamment dans la région de Jezzine, à une vingtaine de kilomètres à l'est de Saïda, principale ville du Liban-Sud. Les autres fronts «traditionnels» sont également embrasés par intermittence lundi, notamment dans le vieux centre commercial de Beyrouth et dans la banlieue est de la ville. Cependant cette guerre civile qui a été déclenchée contre la volonté du peuple libanais continue à être alimentée et attisée par les superpuissances notamment l'Union soviétique dont l'ambassade ne cesse d'intriguer pour entretenir la tension.

D'ailleurs profitant de cette tension l'Union soviétique vient une nouvelle fois de renforcer sa flotte de guerre en Méditerranée. Après le passage voici quelques semaines seulement du porte-avions Kiev, elle a fait renforcer ses forces navales dans la région par deux destroyers et un patrouilleur qui ont franchi les détroits le 1er août, portant le nombre de ses unités de guerre à 70.

En dépit des préparatifs belliqueux des superpuissances, les peuples arabes et palestinien continuent à rechercher la paix et la négociation entre les parties en présence. C'est ainsi qu'à la suite d'une rencontre avec un dirigeant du Conseil central du FATAH palestinien le ministre koweitien des Affaires étrangères a déclaré que les efforts actuellement déployés par les Koweitiens et les Saoudiens tendent à atteindre les trois objectifs suivants :

1) hâter l'application du cessez-le-feu et lever le blocus du camp de Tall El Zaatar et assurer l'évacuation des blessés afin de permettre le dialogue entre les diverses parties libanaises.

2) convaincre les Syriens de la nécessité de laisser passer, sans retard, à travers la Syrie, les fournitures médicales, les vivres et les carburants destinés aux zones assiégées au Liban.

3) activer le transport des contingents de la force de paix arabe qui ne sont pas encore arrivés au Liban pour leur permettre d'assumer leur mission.

La guerre civile ne profite qu'aux ennemis des peuples arabes et du peuple palestinien. Les sionistes israéliens ont d'ailleurs exprimé par la voix de leur ministre des Affaires étrangères l'espoir de voir échouer l'accord syro-palestinien de Damas.

Quelles que soient les graves vicissitudes actuelles les peuples palestinien, libanais et les autres peuples arabes sauront rétablir leur unité s'ils rejettent fermement et combattent les différentes formes d'intervention des États-Unis et de l'URSS. Il s'agit là du critère principal pour savoir si une force politique agit ou non en faveur des intérêts du peuple palestinien et libanais.

Renforcement des préparatifs de guerre du social-impérialisme notamment contre l'Europe occidentale

Un rapport en provenance des USA, établi par l'Agence pour le désarmement et le contrôle des armements (ACDA) mentionne que l'URSS a récemment équipé ses missiles nucléaires de portée intermédiaire de têtes multiples. Jusqu'à présent, seuls les missiles intercontinentaux (d'une portée supérieure à 550 km) étaient équipés de la sorte.

Les missiles à têtes multiples (MIRV dans le langage des spécialistes militaires) sont susceptibles de transporter chacun plusieurs charges nucléaires qui peuvent toucher des cibles différentes. Selon le rapport lu par Ford au congrès américain, le déploiement de ces missiles, au nombre de 600, face à l'Europe occidentale serait sur le point d'intervenir. Au moment où les négociations continuent entre les deux superpuissances pour la soi-disant limitation du nombre de missiles nucléaires, de telles révélations déchirent un peu plus l'écran de fumée de la détente un an après la tenue de la conférence d'Helsinki. De tels faits prouvent le cynisme des deux superpuissances et en particulier de l'URSS qui n'ont que le mot de paix et de détente à la bouche alors qu'elles renforcent et modernisent sans répit leurs différents matériels de guerre. Nul doute que ces révélations confirmeront aux yeux des peuples européens la réalité du danger de guerre impérialiste et les intentions agressives du social-impérialisme à l'encontre de l'Europe de l'Ouest.

Les peuples d'Afrique australe persévèrent dans la voie de la lutte armée

Dans un discours prononcé le 30 juillet à Nairobi, Ndabaningi Sithole, un des dirigeants du mouvement de libération nationale du Zimbabwe a déclaré qu'aucune force ne pourra empêcher le peuple du Zimbabwe (nom africain de la Rodhésie) de lutter pour la liberté.

Sithole a indiqué que les Africains étaient obligés d'engager la lutte armée et a rappelé que rien n'est plus précieux que la liberté : «Rien ne pourra empêcher les Zimbabweviens de réaliser la domination majoritaire... Chaque Zimbabwevien ne pense pas à d'autres choses que la réalisation dès maintenant de la domination majoritaire» a-t-il conclu dans son discours.

De son côté le président de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), Sam Nujoma a rappelé que son organisation «continuera d'intensifier les luttes armée et politique, la méthode la plus efficace pour réaliser l'indépendance réelle et significative de la Namibie (nom africain du Sud-Ouest africain)» C'est lors d'une réunion du Comité central du SWAPO que Sam Nujoma a fait ces déclarations en rappelant qu'il n'était pas question d'accepter des entretiens avec le régime raciste de Prétoria et ses fantoches. En effet les dirigeants de l'Afrique du Sud «visent à faire de la Namibie une confédération de micro-états tribaux, à mettre sur pied un gouvernement fantoche ayant à sa tête un premier ministre noir titulaire contrôlé et dirigé par Prétoria».

«Pour le SWAPO, c'est absolument inadmissible. Avant que toutes les conditions prédominantes du SWAPO à savoir, reconnaître le droit de notre peuple à l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Namibie, retirer toutes les forces armées sud-africaines, y compris les forces de la police, et reconnaître le SWAPO comme le seul représentant légitime du peuple namibien, ne soient satisfaites, le SWAPO continuera d'intensifier ses luttes armée et politique» a ajouté Sam Nujoma.

Seveso (Italie) Manifestation contre les capitalistes criminels

Le 10 juillet dernier à Seveso une petite ville de la Lombardie un nuage de gaz toxique s'échappait de l'usine chimique ICMESA. De nombreuses personnes furent intoxiquées et l'on craint pour les femmes enceintes qui risquent de mettre au monde des monstres, la substance en question pouvant provoquer des mutations chromosomiques.

C'est seulement trois semaines après que les autorités envisageaient d'évacuer 141 familles particulièrement menacées.

Mais le relogement n'était pas assuré pour tout le monde. Aussitôt, lundi dernier, 700 personnes manifestaient dans les rues aux cris de « Tout le monde ou personne», «nous ne sommes pas des chiens» et sur les voitures on pouvait lire « les responsables paieront de leur vie le crime commis».

LA FUSION ERAP-SNPA

La restructuration monopoliste bat son plein en France, depuis quelques années. C'est aujourd'hui l'épisode pétrolier. L'État-patron concentre ses forces en faisant fusionner deux de ses sociétés :

– l'ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières) que tout le monde connaît par sa filiale ELF

– la SNPA (Société nationale des pétroles d'Aquitaine) implantée à Lacq (Pyrénées-Atlantiques).

L'ERAP est contrôlée à 100 % par l'État, et contrôle elle-même la SNPA à 52 % environ, après le rachat de Antar. Le reste des actions de SNPA, un des leaders en Bourse, est dans les mains d'actionnaires privés, dont une majorité de petits porteurs.

L'important était de ne pas «léser» les actionnaires privés de la SNPA. On a donc fait appel aux experts en la matière : la Société générale et la Chase Manhattan Bank pour évaluer ce que chacun mettait dans la corbeille de la nouvelle société SNEA : Société nationale Elf-Aquitaine.

LE PROCESSUS DE FUSION

On est arrivé au fait que grosso modo, la SNPA pèse 2 fois plus lourd que l'ERAP (23,3 milliards de francs contre 12,3). Concrètement, les actionnaires privés de la SNPA sont assurés de ne rien y perdre de la façon suivante. Une grosse partie des profits venait de l'exploitation du gisement de Lacq qui va voir ses réserves s'épuiser. L'ERAP, c'est-à-dire l'État, leur promet en échange des dividendes d'avenir en déposant dans la corbeille de la nouvelle SNEA les gisements récents de la mer du Nord situés dans la zone norvégienne : Ekofisk et Frigg.

Le 9 juillet, les actionnaires privés peuvent donc voter l'accord en toute quiétude.

En ce qui concerne le contrôle de l'État, cela se passera désormais comme suit : le holding d'État ERAP détient 70 % des actions de la nouvelle SNEA. Sur ces 70 %, de 52 à 54 % seront effectivement utilisés pour le contrôle de la gestion, les 18 à 16 % restant étant bloqués à la Caisse des dépôts et consignations. Ces fonds bloqués pourront être utilisés à tout moment notamment pour décider d'une augmentation de capital, mais les dividendes que touchera l'État sont calculés eux sur les 70 % d'actions.

Les 30 % restants sont donc dans les mains des actionnaires privés.

LA LOGIQUE DE L'ETAT-PATRON

L'État, premier monopoleur de France, applique sa logique capitaliste et joue sa carte d'impérialiste secondaire.

Le monde connaît de profonds bouleversements depuis quelques années, dont l'un touche directement les métropoles impérialistes : les pays du tiers monde veulent contrôler leurs resssources naturelles. Devant cette volonté, chaque pays impérialiste se sent menacé et les intérêts divergents apparaissent. C'est le cas de la France qui, pour ne pas tomber totalement sous la coupe réglée des USA, concentre ses moyens de production et de recherche pour pouvoir «faire le poids». Parallèlement, au niveau de la politique internationale, c'est le contact direct (accords bilatéraux) avec les pays du tiers monde, qui est un certain échec, et c'est également les concessions à l'URSS (signature de l'accord bidon de Helsinki sur la détente, achat de gaz naturel).

Le domaine pétrolier reste un secteur vital malgré la percée nucléaire. On en tire encore, et pour de longues années, des profits fabuleux – notons au passage que tous les grands pétroliers investissent dans le nucléaire, mais pas dans n'importe quel secteur du nucléaire, dans le secteur clé : l'approvisionnement, c'est-à-dire les gisements d'uranium – La longévité de l'impérialisme français passe donc en particulier par une position forte dans le domaine pétrolier, d'où la nécessité de disposer d'un monopole puissant capable de rivaliser avec les géants américains, anglais, hollandais et allemands. L'Allemagne a pour sa part réalisé cette opération depuis bientôt 2 ans en fusionnant les deux sociétés Veba et Gelsenberg. L'État dispose ainsi d'un outil économique qui lui rapportera environ 150 millions de francs par an de dividendes.

LES RÉACTIONS DIVERSES

Cette opération montée au plus haut niveau gouvernemental provoque des réactions :

– celle émanant des milieux capitalistes, actionnaires de SNPA, qui craignent de voir l'intervention de l'État entraîner une chute de leurs dividendes. Nous pouvons les rassurer tout de suite, ce n'est pas cet État-là, celui justement des capitalistes, qui va leur faire du tort

– celle émanant du PCF. Un de leurs «godillots» (pour employer une formule célèbre), en l'occurence Gosnat, député du Val de Marne, a embouché la trompette de la dénationalisation. Pour ne rien oublier, Gosnat ajoutait dans ses questions à d'Ornano, que cette fusion, contraire à la constitution, allait resserrer les liens entre les pétroliers français et l'Aramco par le biais des achats de pétrole brut. On peut être étonné de la réaction du PCF, lui qui prône à grand bruit, une fusion des groupes pétroliers français en une seule entité d'État, qui serait évidemment «au service des travailleurs» puisque contrôlée par un gouvernement de «gôche» dont il ferait partie. L'explication est toute simple. Le nouveau groupe pétrolier, pour ses approvisionnements, ne dépend que pour peu de l'URSS. Le PCF n'est pas contre les concentrations, puisqu'il espère un jour pouvoir les contrôler en se glissant dans l'appareil gouvernemental, mais il est violemment contre lorsque la patrie-mère (l'URSS) ne bénéficie pas de ces opérations. Une fois de plus, son aspect agent du social-impérialisme russe apparaît au grand jour.

Par contre, le sort des travailleurs des deux entreprises était absent des préoccupations de Gosnat dans les trois questions orales posées à d'Ornano. Or, tout le monde sait qu'une fusion fait apparaitre des «choses en double» et qu'une concentration en système capitaliste, faite pour rentabiliser, laisse sur le tas un certain nombre de travailleurs.

Les travailleurs de Lacq, avec leur grève du mois de mai, auront tout juste servi de tremplin à la campagne du PCF sur la «dénationalisation» de l'ERAP.

– celle du PS a été connue par la conférence de presse de Rocard. Sa position est dominée par les espérances de gouvernement que le PS entretient – pour l'horizon 78. Les critiques à l'opération sont formelles : le parlement n'a pas été consulté et les travailleurs ne seront pas représentés au niveau du holding ERAP. Mais le PS n'est pas opposé au principe de la fusion quand celle-ci a pour but de rendre l'entreprise performante (une subtilité de langage pour ne pas dire rentable).

Le PS n'a pas dénoncé la «dénationalisation» mais a joué la carte régionalisation en demandant à ce que la région de Lacq ne soit pas dépossédée de son tissu industriel, la fusion risquant de déplacer le centre d'activité de l'ex-SNPA.

Pour la correspondance avec le journal téléphonez au : 607-23-75

LA RELANCE... C'ETAIT BIEN DU BIDON !

Il y a quelques temps encore on n'entendait parler que de «relance», de «reprise de l'économie». Aujourd'hui, le ton a déjà changé. La «reprise» en question n'aura duré que quelques mois. «Le Point» titre «La reprise déjà s'essoufle» et conclut un article sur ces mots : «En matière de reprise, la France a mangé – déjà – une bonne part de son pain blanc». «Le Monde» parle lui aussi de «l'essoufflement de la croissance». Les perspectives de l'économie capitaliste s'assombrissent. Une nouvelle phase de la crise se prépare.

La manifestation la plus récente en est la chute du franc. La crise monétaire est en effet le reflet de la crise économique. Ces dernières semaines, le franc est descendu au plus bas niveau de ces deux dernières années. Il vient de subir une dévaluation de fait d'environ 4 % par rapport aux monnaies dites fortes que sont le mark et le dollar. Depuis le mois de mars dernier, date à laquelle le franc a quitté le «serpent monétaire», la dévaluation atteint environ 9 %. Vers le 10 juillet, on pouvait obtenir un dollar US en échange de 4,74 francs, le 20 juillet il fallait entre 4,94 et 5 francs et environ 4,90 francs à la fin du mois. D'ores et déjà certains s'attendent à ce que le dollar atteigne 5 francs d'ici la fin de l'année.

La production qui avait progressé de 8 % de septembre 75 à janvier 76 n'a plus progressé que de 1 % de janvier à mai 76. Dès l'automne, on s'attend à un nouveau ralentissement de la production. Le résultat en sera une nouvelle augmentation du nombre de chômeurs à la fin de l'année.

Le commerce extérieur demeure déficitaire et la baisse du franc ne fait qu'aggraver ce déficit. D'ores et déjà la dévalutation de 4 % correspond à une aggravation du déficit de 4 milliards. Les produits importés sont en effet plus chers.

Le déficit du commerce extérieur devrait s'accentuer encore, du fait notamment des mauvaises récoltes agricoles qui se traduiront par une baisse des exportations de produits agricoles. Dans les 6 prochains mois, il est prévu une baisse d'un tiers des exportations tandis que les importations ne diminueraient que d'un cinquième. Pour faire face au déficit du commerce extérieur ainsi que pour soutenir la monnaie, le gouvernement est amené à puiser de plus en plus dans les réserves d'or et de change, et à faire appel à des emprunts extérieurs. Ceci a pour conséquence un accroissement de la dette extérieure.

Une autre caractéristique de la situation économique est la poursuite de l'inflation. On s'attend à ce qu'elle atteigne environ 11 % dans l'année. A peine Fourcade se vantait-il qu'en juin la hausse des prix n'ait été que de 0,5 % qu'un nouveau train de hausses était annoncé PORTANT principalement sur les produits alimentaires, tels que le pain, le lait, les corps gras, le café, les conserves de légumes, etc...

La crise ne touche pas seulement la France mais tous les pays capitalistes et se traduit par un renforcement de la concurrence. Chacun cherche en effet à renforcer ses exportations vers les autres pays, tout en limitant les importations. Dans cette concurrence, les pays capitalistes les plus puissants renforcent leurs positions par rapport aux autres. Ce renforcement de la concurrence a été particulièrement marqué dans la sidérurgie. Les monopoles allemands tentent en effet de mettre en place un cartel de la sidérurgie qui serait dominant en Europe et, à terme, placerait les monopoles français sous son contrôle. C'est à l'heure actuelle un des points de conflits entre les bourgeoisies monopolistes européennes.

C'est également cet aiguisement de la concurrrence qui explique le voyage de Chirac au Japon. La balance commerciale est en effet très déficitaire entre les deux pays au détriment de la France. En 1975, il a été de 2 665 millions de francs. Le but de Chirac est de tenter de redresser la situation.

Pour tenter de se sortir de la crise et faire face à la concurrence, la bourgeoisie prépare un renforcement de l'exploitation des travailleurs notamment en cherchant à bloquer les salaires de façon camouflée.

Dans les mois qui viennent les travailleurs vont avoir plus que jamais à défendre leurs conditions de travail et de vie. Chômage, vie chère, bas salaires, c'est en effet ce que leur réservent les capitalistes.

Déclaration de la mission du gouvernement du Kampuchea démocratique en France

La bourgeoisie française vient de montrer une nouvelle fois, en fermant la Mission du Gouvernement du Kampuchéa Démocratique en France, qu'elle n'a pas renoncé à ses visées néo-colonialistes sur les pays du tiers monde.

Les communistes marxistes-léninistes de France et tous les authentiques anti-impérialistes élèvent une ferme protestation contre cette mesure impérialiste. Nous publions intégralement la déclaration de la Mission du Gouvernement du Kampuchéa Démocratique en France. Nous joignons nos voix à celle du PCMLF dont nous reproduisons ci-dessous la déclaration du Comité central.

Le 12 juillet 1976, les autorités françaises ont informé la Mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France de leur décision de mettre fin à ses activités. Il s'agit d'un nouvel acte inamical des autorités françaises à l'égard du Kampuchéa démocratique et à son peuple.

Dans le passé, durant la guerre d'agression de l'impérialisme américain, les autorités françaises se sont placées du côté des ennemis du peuple du Kampuchéa depuis le début jusqu'à la fuite des américains de Phnom-Penh, en privilégiant leurs relations avec le régime des traîtres que l'histoire a condamné. Après la libération du Kampuchéa, elles continuent à accorder aide et protection aux traîtres et à soutenir les activités de ces derniers contre le Kampuchéa démocratique. En même temps, elles ont encouragé sinon activement inspiré les viles campagnes de basses calomnies et de mensonges sans précédent contre le nouveau Kampuchéa.

Le Kampuchéa démocratique, fidèle à sa politique de paix, d'indépendance, de neutralité et de non-alignement, ne s'ingère en aucune façon dans les affaires intérieures d'autres pays, y compris la France. Il respecte scrupuleusement le principe selon lequel chaque pays est souverain et dispose du droit de décider lui-même de ses propres affaires sans ingérence étrangère. Mais le Kampuchéa démocratique s'oppose résolument à toute ingérence sous quelque forme que ce soit dans ses affaires intérieures.

A l'égard de la France, le Kampuchéa démocratique est toujours animé d'une bonne volonté dans ses efforts en vue de promouvoir des relations amicales avec elle sur une base nouvelle de respect réciproque et d'égalité, et de non ingérence, et a œuvré en conséquence. Mais ses efforts se sont heurtés aux actes inamicaux de la part des autorités françaises et des milieux qui les ont inspirés.

La Mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France tient à renouveler, au nom du peuple du Kampuchéa, les remerciements sincères et profonds au peuple français et ses organisations démocratiques qui ont toujours accordé au peuple du Kampuchéa leur sympathie et leur soutien indéfectible à sa juste lutte contre l'agression impérialiste ainsi qu'à ses efforts pour défendre et édifier le Kampuchéa démocratique. Elle saisit cette occasion pour remercier également les nombreux amis français qui, dans le passé comme actuellement, n'ont pas ménagé leurs efforts pour œuvrer en vue de promouvoir une amitié véritable entre nos deux peuples basée sur le respect réciproque et stricte de l'indépendance nationale, la souveraineté, la non-ingérence, dans les affaires intérieures l'intégrité territoriale, ainsi que l'égalité et l'intérêt réciproque.

Paris, le 29 juillet 1976

DECLARATION DU COMITE CENTRAL DU PCMLF

1 — Le Comité central du PCMLF proteste avec indignation contre la sinistre décision du gouvernement de l'État capitaliste de France qui a arbitrairement mis fin à l'activité de la mission du gouvernement du Kampuchéa démocratique en France.

2 — Le Comité central du PCMLF déclare qu'il ne tolère pas, que les travailleurs révolutionnaires, le peuple de France ne tolèrent pas une si basse attaque contre le glorieux peuple du Cambodge et son gouvernement démocratique. Il s'agit d'une mesure de rétorsion de caractère néo-colonialiste et impérialiste qui fait suite à une longue campagne des forces réactionnaires de droite et de gauche en France effrayées par la lutte impétueuse du peuple cambodgien et de la profonde sympathie qu'elle recevait de notre peuple.

3 — Le Comité central du PCMLF assure le peuple et le gouvernement démocratique du Kampuchéa de sa profonde solidarité internationaliste. Il lui transmet les excuses du prolétariat et du peuple révolutionnaire de France pour cette inqualifiable décision de leur bourgeoisie.

12 producteurs de fruits inculpés

Les producteurs de fruits — les arboriculteurs — de la région Rhône-Alpes ont déjà dû supporter pour la plupart, en 1974 et 1975, deux sinistres «climatiques» (dont celui de 75 à 98% sur la production de la pêche). La bourgeoisie a eu pour politique de favoriser l'importation de pêches italiennes à très bas prix, ce qui a pour conséquence d'accentuer encore la faillite des petits producteurs.

Le 14 juillet 76, plusieurs centaines d'arboriculteurs de la Drôme et de l'Ardèche ont, en gare de Culoz (Ain) vidé le contenu de 7 wagons venant d'Italie (environ 150 tonnes de pêches) pour protester contre ces importations.

Suite à cette action, 4 producteurs de fruits sont inculpés au titre de la loi scélérate dite «anti-casseurs».

Une nouvelle action en gare de Culoz a lieu le 1er août pour les mêmes raisons et la levée des inculpations. Plusieurs wagons sont déversés.

«Plus de fric pour les importateurs, un revenu pour les arboriculteurs» ont été inscrits sur un wagon. Douze arboriculteurs ont été interpellés et inculpés au titre de la même loi anti-casseurs.»

Par ailleurs, dans la nuit du 31 juillet au 1er août 4 camions transportant des pêches italiennes et des poires espagnoles ont été interceptés (par des arboriculteurs de la Drôme et de l'Ardèche), vidés et arrosés de gas-oil sur des parkings de l'autoroute A6 entre Châlons-sur-Saône et Mâcon.

La bourgeoisie veut acculer les petits paysans à la ruine, les paysans ne se laissent pas impressionner par les lois répressives car, surtout pour les premiers, il y va de leur survie. Cela lié au problème de la sécheresse, fait que dans les couches inférieures de la paysannerie la colère gronde. La politique répressive ne fait qu'accentuer les contradictions et l'on doit s'attendre à des mouvements de plus en plus forts.

Ouvriers, petits paysans exigeons ensemble la levée de toutes les inculpations.

LIBERTE POUR LE GAL !

OUVRIER MARXISTE-LENINISTE SYNDICALISTE CFDT A LORIENT

et pour tous les emprisonnés politiques

ILN

l'Humanité Rouge

Des auto-collants exigeant la libération de Romain Le Gal et de tous les emprisonnés politiques viennent d'être édités et sont disponibles dès aujourd'hui. Ils sont destinés à être collés très massivement, où que l'on se trouve — en vacances ou au travail — pour faire connaître largement que la bourgeoisie, quel que soit le masque dont elle s'affuble, organise la répression politique, et appeler les masses à s'organiser dans la lutte. C'est un moyen de contribuer à briser le complot du silence, notamment de la «grande presse» au service du capitalisme.

LES REVISIONNISTES ET L'ABANDON DU MARXISME-LENINISME

Suite de l'éditorial.

L'existence de cette loi historique conduit NÉCESSAIREMENT à la dictature du prolétariat, état d'un type nouveau où la grande masse de la population exercera sur l'infime minorité des exploiteurs, cette loi conduit aussi l'humanité à la disparition des classes c'est à dire au communisme.

Condamnée par l'histoire la bourgeoisie a toujours été effrayée par le marxisme - léninisme qui donne aux opprimés le moyen d'accélérer le progrés de l'humanité.

Pour gagner des fauteuils ministériels les révisionnistes donnent gage sur gage aux capitalistes. Ceux-ci savent bien qu'ils peuvent compter sur la collaboration des révisionnistes pour mater la classe ouvrière.

De plus, comme un nombre croissant de personnes comprend la nature hitlérienne de l'URSS et ses ambitions expansionnistes, les révisionnistes présentent leur reniement du marxisme-léninisme comme une marque d'indépendance par rapport à Moscou. Rien n'est plus faux. Les révisionnistes soviétiques ont rejeté de longue date le marxisme pour lui substituer le social-fascisme. La récente conférence de Berlin-Est a montré que l'URSS a accepté la tactique des révisionnistes européens, à tel point que Brejnev pris la défense publique du PC italien la semaine dernière. Le rejet de la dictature du prolétariat et du marxisme-léninisme est donc une preuve de la trahison des intérêts ouvriers, incapable de masquer la dépendance politique des révisionnistes par rapport aux sociaux-impérialistes russes.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

Notre camarade Hélène Robert est décédée

La camarade est décédée à l'âge de 21 ans, à la suite d'une longue maladie.

Elle était d'origine ouvrière ; son enfance s'est déroulée dans des conditions familiales très difficiles.

A l'âge de 16 ans, la bourgeoisie la plaçait dans un foyer de «pré-délinquants», dont elle a fait le mur la première fois pour aller au meeting HR sur la commune de Paris en 1971.

Elle était lectrice de la presse chinoise et écoutait radio-Tirana dès l'âge de 13-14 ans.

Aussitôt qu'elle put bénéficier d'une plus grande liberté, elle la mit à profit pour rejoindre les rangs des Communistes-marxistes-léninistes de France ; ce qui la mena à militer successivement dans les CDHR, puis à adhérer à la cellule Eugène Pottier du PCMLF. Par la suite, elle participa à la fondation de la cellule Léo Frankel dont elle fut élue plus tard secrétaire politique. Les difficultés imposées par la maladie l'avaient contrainte ces derniers mois à réduire ses activités.

Attachée au développement du parti, malgré son travail au rendement épuisant au guichet de la Sécurité sociale, elle envoyait de nombreuses contributions à notre presse et étudiait le marxisme-léninisme des nuits entières.

Opposée à la «paix dans le parti», elle impulsait une lutte idéologique active pour prolétariser le parti et renforcer en son sein le centralisme démocratique.

Elle était particulièrement exigeante à l'égard d'elle-même dans sa volonté d'appliquer les principes du marxisme-léninisme ; autant se renforçait sa haine pour le révisionnisme moderne, autant ses liens avec les masses se consolidaient.

Ses méthodes de travail et de direction continuent d'influencer positivement le travail de sa cellule.

Le souvenir de sa personne et de son action restent vivantes parmi les camarades de sa cellule et les gens qui l'ont connue.

Le 28 juillet 1976
Cellule Léo Frankel

TROIS LETTRES A LA GOP ET AU PCR(ml)

Nous publions ici trois lettres adressées par la direction politique de «l'Humanité rouge», à des périodes différentes, à la GOP ainsi qu'au PCR-ml.

Ces lettres qui s'inscrivaient dans le cadre de la lutte pour un parti marxiste-léniniste unique, apporteront un peu plus de lumière sur la lutte que n'ont cessé de mener les marxistes-léninistes contre le trotskisme.

A l'heure où la GOP a décidé de fusionner avec le groupe trotskiste «Révolution», scellant par là-même son passage définitif dans le camp du trotskisme, la lettre adressée en novembre 1975 à la GOP prend un relief particulier. Il est aujourd'hui clair que si dès cette époque les dirigeants de cette organisation ont refusé toute rencontre et discussion avec nous, c'est parce qu'ils étaient déjà engagés dans un processus d'unification avec le groupe trotskiste «Révolution !» et participaient à une opération visant à s'opposer à l'unité des marxistes-léninistes.

Les lettres adressées au PCR (ml) montrent pour leur part la lutte constante que nous avons menée pour critiquer son opportunisme vis-à-vis des trotskistes.

Ces lettres prennent d'autant plus de signification à la lumière de la situation actuelle où de leur propre aveu les trotskistes ont pour objectif d'amener le PCR-ml à rompre avec nous-mêmes pour rallier le camp trotskiste.

Dès le départ, la campagne engagée pour un parti marxiste-léniniste unique a provoqué la crainte de l'ennemi et a suscité une contre-attaque des trotskistes destinée à tenter de faire échouer la volonté d'unité des marxistes-léninistes. Il est clair que si les trotskistes sont les auteurs de ces manœuvres, c'est pour le profit du révisionnisme qu'elles ont lieu.

Ces trois lettres permettront à tous ceux qui aspirent sincèrement à l'unité des marxistes-léninistes de mieux se faire une idée par eux-mêmes.

Novembre 75 : lettre au PCR(ml) —extraits

Paris, le 24 novembre 1975
Au Bureau politique du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)

Camarades,

Nous avons reçu votre invitation à une réunion que vous organisez le 30 novembre prochain (*) en vue d'un débat portant sur les points qui font déjà l'objet des discussions en cours entre nos deux formations. (...)

Votre initiative révèle une divergence fondamentale entre votre formation et la nôtre sur ce que doit être le parti de type nouveau.

Pour nous, il ne saurait être question d'un parti regroupant des marxistes-léninistes et des représentants de la bourgeoisie, même s'ils tentent de dissimuler leurs agissements sous le drapeau rouge et recourent au sigle du marxisme-léninisme.

Or, il suffit d'étudier un tant soit peu les textes issus du troisième congrès comme des précédents d'ailleurs, de l'organisation faussement communiste qui se prévaut du beau titre de «Révolution !», pour constater immédiatement qu'il s'agit d'une chapelle TROTSKYSTE.

Camarades du PCR (ml), nous vous mettons en garde. En croyant pouvoir vous unifier avec des trotskistes, vous commettez une grès grave erreur susceptible de mener votre parti à une voie absolument opposée à celle du MARXISME–LÉNINISME.

Nous vous informons au surplus que de source digne de foi nous savons que la LCR dirigée par Krivine s'efforce de regagner en ce moment la fraction scissionniste qui lui a échappé et qui a constitué cette formation «Révolution !». Des projets précis sont avancés par les trotskistes pour éditer en commun le quotitien «Rouge», avec des militants de «Révolution !».

Nous vous engageons donc à rompre avec l'idée de mêler les trotskistes de «Révolution!» au processus d'unification des marxistes-léninistes.

Pour notre part, nous conserverons sur ce point précis une attitude de principe rigoureuse : nous refusons tout débat avec ces trotskistes, et nous en dénoncerons activement le principe.

Nous restons convaincus, camarades, que votre Bureau politique saura discerner de meilleure façon ce qui est de l'intérêt effectif du processus d'unification et ce qui ne l'est pas.

Nous attendons vos propositions concrètes pour poursuivre la discussion déjà engagée avec vous, en passant à l'examen des points 2, 3 et 4 proposés par vous-mêmes.

Recevez, camarades, l'expression de notre attachement indéfectible aux enseignements de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

La direction politique de l'Humanité rouge

(*) Il s'agissait d'une réunion à laquelle le PCR (ml) voulait associer les organisations se réclamant du marxisme-léninisme ainsi que le groupe trotskiste «Révolution !». (NDLR)

Novembre 75 : lettre à la GOP

Paris, le 13 novembre 1975
Au Bureau national, de l'OC-GOP

Camarades,

Les progrès actuellement enregistrés dans le processus d'unification des communistes marxistes-léninistes sont importants dans plusieurs pays d'Europe. En ce qui concerne la France, ce phénomène historique se trouve confirmé, nous supposons que vous en discernez la réalité en cours à travers la lecture de nos publications.

Or vous opposez à nos propositions de rencontre et discussion sans préalable et sans condition l'attitude méprisante qui consiste à ne pas même nous répondre.

Si vous êtes des trotskistes «entrés» dans le mouvement ouvrier, vous faites bien d'agir en effet de cette façon. Il est bien évident que ces sectes sont rigoureusement opposées à la construction effective d'un parti révolutionnaire prolétarien unique. Vous irez de division en division successives comme en témoigne largement l'histoire du mouvement trotskiste.

Mais si vous n'êtes pas des trotskistes, comme nous le supposons du fait de vos activités positives dans certaines organisations de masse en relation avec l'Albanie ou la Chine socialistes, alors pourquoi ne pas accepter de nous rencontrer ? Seriez-vous porteurs des défauts dont certains nous créditent si volontiers et si légèrement, le dogmatisme et le sectarisme ? Nous pensons que non, car nous sommes en relation dans des activités militantes communes avec des militants ouvriers qui se réclament de votre formation, et qui ne sont pas des sectaires.

Nous vous avons écrit le 27 juillet, puis le 25 septembre, et enfin nous avons salué votre Congrès d'unification le 3 octobre dernier.(*)

Actuellement nous discutons avec le Parti communiste révolutionnaire (ml), avec l'UCF (ml), avec le groupe «Le Travailleur», avec le groupe «Rennes-révolutionnaire», avec différents autres groupes locaux. Au surplus ces différentes formations ont des discussions bilatérales entre elles. Tout ce processus permet d'ailleurs aux uns et aux autres non seulement de mieux se connaître, mais aussi d'améliorer leurs lignes idéologiques et politiques. Nous vous proposons donc encore une fois de nous rencontrer. Vous aurez ensuite toute possibilité de mieux nous critiquer si vous l'estimez nécessaire. Mais au moins, comme l'indique Mao Tsé-toung, dont vous paraissez vous revendiquer, vous aurez écouté «autrui» et serez en état de ne pas céder au plus grave défaut de notre période, le subjectivisme.

(...)

Pour la direction politique d'HR

(*) Il s'agissait du Congrès de fusion du PDUP et de PLC ayant donné naissance à la GOP. (NDLR)

Mars 76 : lettre au PCR(ml)

Paris, le 31 mars 1976
Au Bureau politique du Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste)

(...) Nous apprenons par l'intervention de votre secrétaire général, dans votre dernier numéro de «Front rouge», votre revue théorique, que des conversations vont s'engager entre vous et les trotskistes de l'OC-Révolution. Il est dès lors évident que s'offrent à vous deux voies opposées : celle où nous vous avons vus vous engager depuis plusieurs mois avec nous et d'autres formations se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, la voie que caractérise un processus d'unification en vue de parvenir, même s'il faut un long délai, à l'existence en France d'un unique parti marxiste-léniniste. Et l'autre voie consistant à tenter de vous unir avec les sectes trotskistes pour constituer un parti proclamé révolutionnaire qui ne pourrait être que l'addition de vos forces avec des forces non prolétariennes et nullement marxistes-léninistes. Nous tenons à vous mettre en garde une nouvelle fois : il ne peut y avoir aucune conciliation possible entre le marxisme-léninisme et le trotskisme sous quelque forme se présente-t-il. Si vous persistez dans cette voie, nous serons dans l'obligation de suspendre toute relation avec vous et nous devrons alors recourir à la dénonciation publique de l'imposture que constituera votre référence au marxisme-léninisme.

Camarades, étudiez l'histoire du mouvement révolutionnaire prolétarien. Sans parler de l'exemple le plus important offert par les luttes constantes de Lénine et Staline contre Trotski et ses semblables, recherchez quelles furent les attitudes de principe observées par nombre d'autres partis : vous savez bien que le Parti communiste chinois, sous la direction de Mao Tsé-toung, n'a jamais accepté la moindre compromission avec le quarteron des trotskistes chinois qui sont tous devenus des agents des services japonais (cf. «Face au gauchisme moderne» pages 18 à 25). Quant à Lou Sin, nous supposons que la cinglante réponse qu'il adressa à des solliciteurs trotskistes vous est parfaitement connue (réponse de Lou Sin à la lettre des trotskistes du 3 juin 1936 – «Lu Xun, un combattant comme ça», Editions du Centenaire). Il en fut exactement de même pour les communistes vietnamiens dirigés par Ho Chi Minh (cf. «Brève histoire du parti des travailleurs du Vietnam» page 33 – Editions de Hanoi). Quant à l'histoire du Parti du travail d'Albanie, sous la conduite d'Enver Hoxha, est-il besoin de vous la rappeler en vous renvoyant à la fermeté de principe qui fut opposée au groupe «des jeunes» (cf. page 78 «Histoire du Parti du travail d'Albanie» Editions de Tirana) influencé par le trotskisme, lors du processus de fondation du Parti communiste d'Albanie. Nous pensons que vous vous trouvez à la croisée des chemins.

Ou bien vous renoncez à la fermeté qui correspond à l'idéologie prolétarienne marxiste-léniniste dont vous vous réclamez. Ou bien vous vous abandonnez à l'opportunisme qui vous entrainera dans les eaux pourries d'une idéologie petite-bourgeoise sans nul rapport avec le marxisme-léninisme.

Et dans ce dernier cas, vous vous retrouverez finalement à la remorque et dans l'orbite des révisionnistes modernes, comme le sont d'ores et déjà toutes les chapelles trotskistes, y compris l'OC-GOP et l'OC-Révolution.

L'ouverture de discussions unitaires avec les trotskistes de la part d'un parti qui se réclame du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung ne peut que porter une grave atteinte à la ligne fondamentale idéologique et politique de ce parti et remet inévitablement en question sa propre nature de classe (...)

Camrades, à vous de choisir. Il y a certainement lutte à ce sujet dans vos rangs, car c'est un choix qui met en opposition deux voies, deux lignes, deux idéologies, deux classes.

Nous souhaitons que le prolétariat et son idéologie l'emportent dans vos rangs, car leur victoire conditionne la poursuite du processus d'unification conduisant à un authentique Parti communiste marxiste-léniniste unique.(...)

La direction politique d'HR.

L'auteur de «L'usine de la peur» accuse les patrons de la CGT des métaux

Dans le No 478 du 27 avril, nous présentions des notes de lecture du livre de Daniel Bouvet : «L'usine de la peur» (Éd. Stock). Rappelons que ce livre dénonce la répression fasciste de la CFT dans les usines Citroën, en particulier à Caen où travaillaient Daniel Bouvet et sa femme. Nos notes de lecture montraient aussi que Daniel Bouvet avait été victime non seulement de la répression CFT, mais aussi de la ligne de collaboration de classe de la CGT. Cela, Daniel Bouvet n'en était pas encore conscient lorsqu'il écrivait son livre. Après une description enthousiaste du congrès CGT des métaux, il ajoutait simplement : «J'espère qu'ils ne me feront pas mentir».

La suite des événements a répondu. Voici comment Daniel Bouvet a répondu à nos questions, après s'être déclaré en accord pour l'essentiel avec la critique de son livre présentée dans le journal.

HR : Que s'est-il passé pour toi après Citroën et après ton emploi très court dans un foyer d'enfance inadaptée ?

DB : Mes tentatives de retrouver de l'embauche dans la métallurgie avaient échoué. En août 74, je suis employé comme agent d'expédition à la fédération CGT des métaux. Dès le début, j'ai des surprises : un chef qui ne cesse de m'emmerder, toujours sur mon dos comme à l'usine.

J'en parle à Henri Tronchon, secrétaire, et lui dis mon étonnement sur l'ambiance dans cette «entreprise démocratique». Il m'a répondu de ne pas faire attention.

HR : Est-ce un cas particulier, ou bien est-ce l'ambiance générale ?

DB : De toutes façons, ils m'ont dit bien clairement qu'ils étaient pour la hiérarchie, contre l'égalité. En haut, ils ont de grosses payes, des maisons, voiture avec chauffeur, à la base l'employé n'a pas à s'intéresser aux décisions qui sont à prendre ni à trop insister sur son salaire. Quand ma femme, standardiste à la CGT, doit venir travailler le 1er Mai, on lui fait remarquer qu'elle est «militante» et non simple employée. Mais on est traité comme employé, pas comme militant !

HR : Quels problèmes y a-t-il eu pour ton livre ?

DB : C'est là qu'ont commencé les gros problèmes. J'ai été appelé dans le bureau de Tronchon au moment où il est sorti. On m'a reproché que ce n'était pas un livre de la CGT, que l'éditeur était un éditeur bourgeois et que j'allais ramasser du fric. D'ailleurs que ce bouquin c'était de la merde et ils s'en fichaient pas mal. La CGT et le PCF ont boycotté sa diffusion (mur du silence, livre absent de leurs librairies).

HR : En somme, ils t'ont reproché d'avoir écrit et diffusé ce livre sans passer par la CGT ?

DB : Mais ils en sont responsables : je les avais prévenus depuis longtemps que j'écrivais un livre sur Citroën, je n'ai jamais eu de réponse !

D'ailleurs Séguy et Andrieu ont publié eux aussi chez Stock, là on n'a pas dit que c'est un éditeur bourgeois !

J'ai proposé de partager l'argent du livre pour rembourser les journées où je m'absente pour des débats. On m'a répondu : on se fout de ton fric. Tes débats dérangent le bon fonctionnement de la fédé, sa production ! La production, c'était l'impression, l'assemblage et l'expédition du «Courrier fédéral» du syndicat de la Métallurgie. Gare si ça ne partait pas en temps voulu ! Mais de toute façon, je ne prenais les invitations pour les débats que les journées où j'étais sûr que le courrier était fini, toujours en fin de semaine. Et puis, j'étais militant CGT et c'est les copains des entreprises qui me demandaient.

HR : Que te reprochent-ils alors ? Tu as dit toi-même qu'en écrivant ton livre tu voulais défendre la classe ouvrière et l'éclairer, et y mettre la CGT à l'honneur ?

DB : Tronchon m'a dit que j'étais un mauvais militant : «Ce n'est pas à la fédé qu'on milite, c'est dans un parti politique, le PCF. Tu es chrétien, eh bien si on te gifle tu dois savoir tendre l'autre joue. D'ailleurs ce que tu as fait à Citroën ou rien, c'est pareil». On m'a même dit que n'ayant fait ni la résistance ni l'Algérie, je n'avais qu'à la boucler.

En plus ils ne supportaient pas que beaucoup de journaux présentent des critiques favorables à mon livre (eux l'ont censuré). Du coup, j'étais traité de gauchiste. Et je suis, paraît-il, un *traître* parce que j'ai été signer mon livre à la CAF à l'invitation de la CFDT, ce qu'on m'avait *interdit*. Ils s'en foutent que ça ait aidé à faire perdre un siège à la CFT.

HR : Tu as démissionné de ton boulot à la fédé ?

DB : Oui, en avril ils m'ont poussé à bout, jusqu'à la démission. Ils auraient voulu que je ne m'occupe plus du livre et des débats. Après Tronchon, j'ai subi les mêmes entrevues avec Bielaeff, Postel et Lasserre, à plusieurs dans le même bureau. Quand j'ai demandé si c'est ma démission qu'ils cherchaient, ils m'ont tendu une feuille et un stylo en me narguant «T'oseras pas, tu vas te dégonfler».

J'ai fini par signer, écœuré des manières patronales de cette «organisation démocratique».

HR : En conclusion ?

DB : Il n'y a pas de démocratie syndicale à la CGT. Les statuts qui disent qu'on est libre de ses opinions politiques, c'est du mensonge. Tant qu'on peut te contrôler et se servir de toi, on t'utilise, mais si tu n'acceptes pas de servir de potiche, alors, enterré ! L'intérêt des travailleurs, dans tout ça, passe bien loin.

HR : Après tout cela, que penses-tu de la critique que nous avons publié sur ton livre ?

DB : Je trouve que c'est juste : quand j'ai été délégué on me disait à l'UD «Tiens bon ! Tiens bon !», mais aucune aide, par exemple jamais de renforts des autres usines pour distribuer les tracts. Maintenant à Caen, il n'y a pratiquement plus rien, ou plutôt si, c'est FO qui est majoritaire depuis cette année, et la répression continue ! Ce qu'il faut à Citroën, c'est que des gars organisent d'abord des noyaux clandestinement. Comme délégué, j'ai été isolé, et on m'a laissé me casser la gueule. J'ai été utilisé par la CGT, pour sa publicité et non pour l'action contre Citroën et la CFT. Si la CGT voulait, elle pourrait virer en peu de temps la CFT des usines d'automobiles.

HR : Alors pourquoi ne le fait-elle pas ?

DB : Ils veulent être les seuls à s'occuper de la CFT. En accumulant des tas de dossiers, en se servant de témoins pour les procès. Ils gardent précieusement pour eux les «affaires CFT».

Notre commentaire (HR) : si la CGT tient à ce point à avoir le monopole de la «dénonciation anti-CFT», n'est-ce pas pour des raisons liées à la ligne politique du PCF : dénoncer les «atteintes aux libertés démocratiques» sous le gouvernement actuel pour dire «mettez-nous au pouvoir et tout ça changera», plutôt que «mettre le feu aux poudres» en permettant aux travailleurs d'agir ?

Leur «solution» c'est le Programme commun, pas la lutte des travailleurs !

Et puis tout en dénonçant la CFT, ne tiennent-ils pas à récupérer pour eux-mêmes des usines où «l'ordre règne» le jour où ils seraient au pouvoir ? N'oublions pas qu'ils souhaitent créer un monopole unique nationalisé de l'automobile française à l'exemple de ce qu'est déjà Renault. Ne serait-ce pas, comme aujourd'hui à Renault, toujours le capitalisme ? Un capitalisme d'État avec des bourgeois «de gauche» comme patrons. C'est-à-dire toujours l'exploitation et la répression des travailleurs !

NAUSSAC 7-8 AOUT

PROGRAMME

SAMEDI 7 :
dès 14 H : accueil des participants, installation
18 H : chanteurs occitans, basques, bretons...
21 H : ACCUEIL ET DÉCLARATION DES PAYSANS DU COMITÉ DE DÉFENSE DE LA VALLÉE DE NAUSSAC
Interventions sur la Lozère : témoignages sur le Parc national des Cévennes, situation sur le Causse Méjean – CFDT : le problème de l'eau, de l'emploi – CDJA-Lozère : problèmes agricoles du département
23 H : les Comités d'action viticole : intervention de Michel Romain – les paysans du Larzac – les paysans de Villerest – Paysans-Travailleurs – Monatar – Comités antinucléaires

DIMANCHE 8 :
11 H : forums-débats : aménagement – nucléaire – viticulture – Naussac...
13 H 30 : rassemblement des tracteurs
14 H : MARCHE SUR NAUSSAC, à la suite des tracteurs de paysans de la région
17 H : déclaration centrale des paysans de Naussac et de sa plaine
20 H : soirée avec des groupes et des chanteurs (JP. Couffin, Patric, G. Servat, Claudia Gallibert, G. Guarrigues, Bea Tikielski, etc.)

NOUS VOUS CONSEILLONS

Le rassemblement a lieu au Mas d'Armand, entre Langogne et Naussac à 2 km de Langogne. N'y allez pas en voiture, la route sera barrée.

Ravitaillement : bouffe et boissons prévues, ventes sauvages de fruits et de vin. Apportez autant que possible de l'eau, on en manque à Naussac (eh oui !). Prévoyez des pulls.

Quelques recommandations de prudence : attention au feu, une cigarette mal éteinte ravage des années de travail, n'oubliez pas vos papiers, des gens mal intentionnés risquent de vous les demander, ne jetez ni papiers gras, ni bouteilles (danger), des poubelles seront à votre disposition, une crèche et une infirmerie sont prévues.

D'une manière générale : évitez d'abuser du style «folklo», au moins devant les commerçants de Langogne, qui risque de se retourner contre nous.

Merci de respecter ces quelques conseils.
Venez nombreux et bonne marche !
Adressez vos questions, suggestions, etc. dons, au Comité de défense de la vallée de Naussac – Briges 48600 Grandieu (tél. (66) 33 02 73 et 33 06 65.)

ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITÉ ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Gouvernement, patrons et faux communistes du PCF, main dans la main contre les travailleurs

DURAFOUR, MINISTRE «DES LICENCIEMENTS» EN PLEIN TRAVAIL !

Dans tout le pays, la bourgeoisie lâche ses flics contre les travailleurs et la jeunesse en lutte. Ce sont les paysans d'Epinal, d'Aléria, et de Montredon, c'est aussi l'assassinat crapuleux de Gilles Olivier, jeune homme de 17 ans, tué par un flic d'une balle dans le dos à Saint-Denis.

C'est aussi les CRS contre les travailleurs en lutte pour leur emploi, c'est ce qui vient d'arriver récemment aux travailleurs de l'imprimerie rouennaise (IMRO). C'est aussi la répression à l'encontre de militants syndicalistes.

Actuellement, les dossiers ne cessent de s'empiler sur le bureau de Durfour, ministre des licenciements et du chômage.

Les patrons ne cessent de lui faire appel pour contrecarrer les décisions des inspecteurs du Travail qui dans bien des cas refusent les licenciements arbitraires de délégués.

Durafour ne déçoit pas sa classe, pour lui pas question de litige, il tranche ferme, en désavouant les juges, en méprisant les inspecteurs du Travail. Durafour, en maître, licencie, et plus particulièrement des éléments combatifs ouvriers,des délégués syndicaux.

Bien qu'ayant une protection «juridique», les délégués syndicaux sont de plus en plus touchés par les mesures du patronat et des gouvernants, ce qui fait que la protection pour eux, n'est plus que de la poudre aux yeux... Quand on est ministre, et bien ma foi, on passe outre ses propres lois... Tout cela pour les beaux yeux de la bourgeoisie monopoliste...

Mais face à cette répression toujours plus forte, la détermination des travailleurs, leurs luttes deviennent de plus en plus dures, et, souhaitons qu'à la rentrée des vacances ces luttes donneront lieu à une mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière et d'autres couches populaires contre toutes les formes de répression bourgeoise.

Que ces luttes futures soient le catalyseur d'une lutte de classe ardue et ferme jusqu'à la victoire, jusqu'à la dictature du prolétariat, qui ne sera en fait, que le pouvoir de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, qu'elle soit de droite ou de gauche.

Partout, dans les entreprises, c'est le licenciement de délégués combatifs : à Bourgogne-Electronic de Dijon : 23 licenciements, dont 8 délégués – chez Bourgeois à Besançon : 4 délégués licenciés – à la SEP de Bordeaux : licenciement de 5 ouvriers dont 3 délégués, et de nombreux avertissements à 15 autres travailleurs – chez Garnier à Redon : après une lutte contre les licenciements, c'est 23 ouvriers qui se trouvent condamnés à 6 mois de prison avec sursis et 10 000 F d'amende, un autre lui aura 4 mois de prison ferme – à Villedieu-les-Poëles, dans la Manche, c'est chez Claudel que 4 délégués sont jetés à la rue après une grève – à Couëron, dans la Loire-Atlantique, c'est 12 femmes de travailleurs de Tréfimétaux qui passent devant le tribunal pour le simple «crime» d'avoir soutenu leurs maris en grève – à La Rochelle, c'est, après une violente charge de flics, 20 délégués qui passent ainsi en référé – de même qu'à Chateauroux, où 23 délégués de la SNIAS passent en référé – aux Cycles Peugeot, à Mandeuve (Doubs) c'est aussi le licenciement de délégués après une grève de plus de 5 000 travailleurs – à Marseille, c'est le licenciement d'un délégué CFDT du Centre régional de l'enfance et de l'adolescence inadaptée, Henri Mandrille, nous reviendrons plus en détail sur ce licenciement et de la position du syndicat CFDT de l'école vis à vis du PCF et de la CGT.

Nous trouvons les mêmes problèmes à Paris-Rhône Lyon, Rhône-Poulenc, Câbles de Lyon Clichy A, Télic Strasbourg, etc...

Récemment Durafour a encore fait des siennes ! Chez Michelin Vannes (Morbihan), le ministre des licenciements vient de frapper, malgré l'avis de l'inspecteur du Travail, 2 délégués syndicaux, 1 CFDT, 1 CGT. Aussi, les 1 050 travailleurs suivent, même pendant les vacances, une grève perlée de 1 h 75 chaque jour pour protester contre le licenciement de leurs camarades. C'est suite aux grèves de février 1976 où pendant quelques heures le directeur est retenu prisonnier dans sa voiture puis dans son bureau que la direction Michelin, à l'exemple de sa consœur Citroën applique la répression tout azimut. L'inspecteur du Travail du Morbihan avait pourtant refusé ce licenciement, mais, la direction Michelin pleurant chez Durafour l'obtient avec la bénédiction du ministre du «Travail».

«Durafour entretient la confusion entre la lutte contre la criminalité et la chasse aux travailleurs et aux militants qui refusent cette situation, il répond aux revendications par le silence et par la répression» devait déclarer un tract de l'Union des syndicats CFDT de Vannes et sa région qui ajoutait : *«Si les exemples de Lip, Garnier à Redon, Réhault à Fougères sont connus, il en existe bien d'autres dans notre secteur : Téléphonie centrale : demande de licenciement d'un délégué syndical à deux reprises – refusé par l'inspecteur du Travail ; SACER : entrave aux fonctions d'un délégué ; Panaget : refus du patron, sous un prétexte futile, de payer les heures de délégation ; SAEG : refus du patron de tenir une réunion des délégués du personnel, sous prétexte que deux de ces délégués sont arrivés avec 10 minutes de retard.»*

Ce tract parle aussi des inculpations pour soi-disant démoralisation de l'armée, l'utilisation des CRS et de l'armée contre les travailleurs (éboueurs de Marseille, grévistes de Caron-Ozanne), et les fusillades d'Aléria et de Montredon, de même que du militant marxiste-léniniste Romain Le Gal détenu depuis 3 mois, alors que son dossier est vide.

Le tract termine par : *«Travailleurs, ne désarmez pas pendant les vacances ! Restez vigilants et soyez prêts à participer activement à toute manifestation contre la répression patronale et du pouvoir.»*

A Poclain, 4 délégués syndicaux sont inculpés et licenciés par Durafour. Le tribunal correctionnel de Soissons (Aisne) vient, lui, de condamner 10 ouvriers, tous délégués de l'usine Chapsol pour entrave à la liberté du travail. Ils devront payer chacun 800 F d'amende, et solidairement 1 000 F de dommages et intérêts à la direction.

L'AIDE APPORTÉE PAR LE POUVOIR ET LES MANŒUVRES DU PCF !

Si l'employeur n'obtient pas satisfaction de la part de l'inspecteur duTravail, il peut former un recours hiérarchique auprès du ministre.

Jusqu'à une date récente, ces recours étaient rejetés dans la quasi-totalité des cas : une ou deux annulations ministérielles en moyenne, chaque année.

Or depuis un an maintenant, ces annulations sont systématiques et le ministre du Travail encourage le patronat à effectuer ces recours. Le gouvernement en tant que défenseur des intérêts de la classe bourgeoise, face à une crise qu'il ne peut surmonter renforce la répresssion pour tenter de briser dans l'œuf la révolte des masses populaires. Tous les droits démocratiques, tels le droit de grève, inscrits dans la constitution apparaissent ainsi pour ce qu'ils sont réellement : des tolérances temporairement concédées et vite supprimées quand la colère des masses gronde. Car, pratiquement tous les travailleurs licenciés par Durafour le sont à la suite du mouvement de grève. Démanteler les sections syndicales combatives, intimider et diviser c'est le but recherché par le pouvoir et le patronat. Fort heureusement, la détermination des travailleurs se renforce chaque jour davantage pour faire échec aux manœuvres de la bourgeoisie.

La bourgeoisie a trouvé un fidèle allié, le faux Parti communiste français, qui, face à ces vagues de répression, ne cherche en fait que la division et conduit les luttes sur une voie de garage, disant que tout ira bien avec la «gauche» au pouvoir et avec l'application du Programme commun.

Quelques exemples concrets nous feront mieux réfléchir sur leur véritable nature, sur ce que la classe ouvrière peut attendre d'eux. Lors du dernier conflit contre les licenciements à Alba-la-Source (Tarn) ces «messieurs» du PCF se sont efforcés d'expliquer que la responsabilité en incombait aux grandes compagnies multinationales et non au patron de l'entreprise locale.

De même voyons un peu mieux ce que fait le PCF vis à vis du licenciement d'Henri Mandrille, délégué CFDT de l'école d'éducateurs de Marseille et ce qu'en pense la section CFDT de l'école d'éducateurs (CREAI) qui déclare : *«Que pour la CGT, la répression antisyndicale à l'IFES, cela n'existe pas. Que la CGT prétend lutter contre la politique du pouvoir, mais dans la pratique elle fait tout pour casser les luttes contre la loi sociale, que les responsables CGT prônent l'unité dans les faits, mais agisssent à l'inverse. Des responsables CGT parlent d'action unissant l'ensemble des travailleurs, mais leurs pratiques, c'est de poignarder les luttes dans le dos, pour réaliser leur unité à eux...*

«Les travailleurs devront se battre contre les éléments de division qui agissent au sein des syndicats, les dirigeants PCF dans la CGT en font partie».

Ces prises de positions font suite aux campagnes mensongères de la CGT et du PCF dans la presse, presse révisionniste entre autres, par les torchons «La Marseillaise» et «l'Humanité». Les dirigeants PCF/CGT défendent le droit bourgeois, lorsqu'ils avancent des calomnies telles que : «Henri Mandrille a été licencié pour avoir refusé sa mutation à 50 mètres de l'école».

Ils mettent ainsi de plus en plus à jour leur véritable nature de défenseurs de l'ordre bourgeois et de pilier social de la répression dans les entreprises

Dans le CREAI, l'entreprise dont dépend l'école d'éducateurs, 2 ou 3 directeurs d'établissements sont membres du PCF et ce dernier est implanté dans la direction technique de l'entreprise.

Vis à vis des travailleurs, les dirigeants PCF/CGT veulent se présenter comme des «syndicalistes responsables», ils se conduisent en donneurs de leçons dans les luttes et avancent de volumineux cahiers de revendications qu'ils enterrent et ne défendent pas dans la réalité, comme celle du refus de la répression antisyndicale.

Mais les dirigeants révisionnistes se démasquent de plus en plus, il leur suffit de soigner leur image de marque, de futurs gestionnaires des patrons et du pouvoir. Ils comptent sur les travailleurs pour les porter aux postes de commande de cadres du capital qu'ils convoitent, et pour cela il leur faut bien parler revendications...

Les travailleurs, dans leur ensemble, sauront déjouer toutes les basses manœuvres de trahison du PCF/CGT, et porteront fièrement haut le flambeau de la lutte de classe jusqu'à la dictature du prolétariat.

Bernard Novion

JACQUES JURQUET

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

Recueils de textes de 1965 à 1971
présentés par Camille Granot

publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à E 100
24 rue Philippe de Girard 75 000 Paris
Prix : 30 F

Caterpillar(Grenoble)

Un exemple frappant de complicité des révisionnistes dans un cas de répression patronale

CATERPILLAR : multinationale américaine appartenant aux Rockefeller ; possède 2 usines à Grenoble où sont fabriquées des bulldozers. Elles emploient plus de 2 000 travailleurs qui travaillent en 3x8, sur des chaînes et au rendement (le «boni»).

Les salaires de base sont faibles, inférieurs à 2 000 F, le boni peut représenter jusqu'à 800 F (par mois), mais pour cela il faut travailler dur! Et en cas d'arrêt de machine, de déplacement, de nettoyage ou attente de réparation, les ouvriers sont payés aux taux de base. Bien que n'étant pas très récent ce témoignage nous montre les véritables dessins du PCF et de la CGT.

Chaque chaîne a une série de pièces à usiner. Chaque jour, en fin de poste, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui doivent compter le nombre de pièces qu'ils ont faites. (bien entendu ce temps de comptage n'est pas payé au boni mais au taux de base!). Très souvent vers la fin d'une série, le décompte de pièces indique que la série est terminée alors qu'en réalité il reste des pièces à usiner.

Ces écarts sont dûs à des erreurs de comptage, ou bien à des erreurs de pesage ou bien encore au fait que certains déclarent plus de pièces qu'ils n'en ont fait en réalité afin d'avoir un boni plus élevé.

Un règlement scandaleux le dépassement

Les pièces qui restent sont appelées «en dépassement». Elles sont réparties entre les ouvriers au prorata du nombre de pièces qu'ils ont déclarés, mais bien entendu elles sont payéees au taux de base et pas au boni!

On voit tout de suite l'intérêt d'un tel système pour le patron : ce sont les ouvriers qui «s'autogèrent» en quelque sorte ! La méfiance et la division s'installent parmi les travailleurs. Et les pièces en dépassement coutent moins cher puisqu'elles ne sont pas payées au boni ; comme disent les ouvriers, elles sont faites «à l'œil».

Depuis longtemps les syndicats critiquent ce système, surtout la CFDT, l'inspecteur du travail ne la trouve pas non plus satisfaisante.....mais jusqu'à présent la direction fait la sourde oreille....on la comprend!

Mardi 27 avril, un militant CFDT a un certain nombre de pièces à faire en dépassement, il devrait donc travailler «à l'œil». Il décide de n'accepter de faire ces pièces que si elles lui sont payées au boni. Ses chefs refusent, il demande alors un autre travail, qu'on lui refuse également.

Le vendredi 30 avril, en fin de poste, à l'heure où l'atelier se vide, il est convoqué par la direction. On lui annonce la suspension de son contrat de travail et qu'on a l'intention de le licencier, motif : refus de travail, ce qui est faux.

Riposte et sabotage révisionniste

Dès le lundi 3 mai, la CFDT prend l'initiative de la riposte et propose à la CGT de lutter contre ce licenciement et contre le règlement sur les dépassements. Un débrayage a lieu devant les bureaux de la direction dans les 2 usines et la direction repousse sa décision au lendemain.

Le mardi, nouvel appel des 2 syndicats à un débrayage. La CGT distribue le tract mais dit en fait aux gars de ne sortir qu'à 9 H et, mieux encore, dans leur atelier les dirigeants CGT n'appellent pas à sortir.

La démobilisation est telle que la direction peut le jeudi, envoyer une lettre maintenant le licenciement. C'est alors que le PCF entre en scène avec un tract attaquant brutalement le camarade licencié, condamné pour gauchisme, et l accuse d'être manipulé par les gauchistes.

«Le licenciement est une provocation de la direction il faut donc «apprécier la situation à sa juste valeur» et se garder d'action spontanée. Il ne faut pas « engager ceux qui mènent les luttes dans des actions aventureuses qui ne servent pas la cause des travailleurs». Si L. est licencié, c'est parce que le patron a peur du programme commun et qu'il essaie de diviser les travailleurs. «Nous le déclarons nettement : nous, communistes, COMBATTRONS résolument toute action individuelle visant à créer une épreuve de force avec la direction. Les actions individuelles «et celle» de type gauchiste sont alliées objectives du patronat. Depuis que nous parlons de ce licenciement, nous ne parlons plus des revendications (...) ni DE LA JOURNEE D'ACTION INTERSYNDICALE DU 13 MAI». «Qui est satisfait? Monsieur Guérindon (le directeur de l'entreprise) le même qui a AUTORISE et ENCOURAGE l'entrée dans NOTRE entreprise d'ELEMENTS GAUCHISTES EXTERIEURS VENUS DEVOYER LE MOUVEMENT (...).De même les organisations syndicales ne sont pas des Saint-Bernard ni ne doivent être, comme semble le prouver le cas de la CFDT en ces circonstances, DES COURROIES DE TRANSMISSION DE CERTAINS GROUPUSCULES irresponsables et manipulés.»

«Nous , communistes proposons de rassembler et d'agir pour (...) ASSURER L'APPLICATION DU PROGRAMME COMMUN».

La CFDT repond par panneau

Celui-ci dénonce la volte face de la CGT et le tract du PCF. Les dirigeants du PCF sont des personnages à double face, Julien notamment. Ils sont présents dans les intersyndicales qui décident l'action, mais font tout en fait pour freiner le mouvement.

Pendant les débrayages, les principaux membres du PCF, délégués CGT, n'ETAIENT PAS EN GREVE, mais en DELEGATION payée, ou simplement AU BOULOT.

En fait la CGT à Caterpillar ne lutte pas pour défendre les travailleurs. Elle ne cherche avec son programme commun qu'à remplacer le patron actuel par un nouveau patron de gauche.

Bilan de la lutte

Le camarade a été lic encié, l'action a donc été un échec dont les faux communistes du PCF sont largement responsables. De plus Caterpillar lui fait un procès pour violation de domicile (Il est entré dans l'usine, lors de débrayages,après avoir été licencié).

Mais vers la mi-mai, la direction a fait savoir qu'elle mettait fin au système de dépassement. Les pièces en dépassement seront payées au boni tant qu'elle n'aura pas déterminé les raisons du dépassement. Pour la direction, c'est un recul.

La lutte de Caterpillar est un exemple de plus des activités contre-révolutionnaires des dirigeants PCF-CGT. Elle montre qu'il faut aussi combattre dans la CFDT toutes les tendances qui pronent l'unité d'action sans lutte avec la CGT. Même dans la section CFDT de Caterpillar, et plus encore au niveau de la bourse (UL,UD), de nombreux militants ne voient que l'unité au sommet et peu osent encore dénoncer le PCF chaque fois qu'il freine et sabote les luttes.

SANS LUTTE CONSEQUENTE CONTRE LE REVISIONNISME, PAS DE VICTOIRE POSSIBLE.

Correspondant HR.

Pendant la période des vacances,

Les travailleurs poursuivent la lutte

Durant cette période de vacances, de nombreuses luttes ont éclaté un peu partout en France. Pour beaucoup de travailleurs cela s'est traduit avant tout par une intense mobilisation et par des luttes ardentes, montrant ainsi à la bourgeoisie que la classe ouvriere ne désarme pas, même en période de vacances.

Luttant avec détermination et fermeté pour l'emploi, contre les fermetures d'entreprises et contre le chômage

C'est ainsi que 150 infirmières d'Annecy, d'Annemasse et de Thonon sont descendues dans les rues d'Annecy pour exiger qu'un salaire de 2 000 F soit immédiatement accordé aux stagiaires, de même qu'un statut de travailleur en formation.

A l'hôpital de Grenoble-la-Tronche, le personnel est lui aussi dans la bagarre, pour des augmentations d'effectifs, un salaire minimum de 2 000 F 250 F pour tous,et la garantie de l'emploi avec notamment la titularisation des auxiliaires. Et, aux dernières négociations connues, ils ont obtenu le passage à la catégorie supérieure pour les basses catégories.

Chez Griffet (Marseille), c'est face au plus long conflit de France que le pouvoir envoie ses flics. Début Juillet, les stages de formation ont commencé dans l'usine Griffet, mais tous les problèmes sont encore loin d'être réglés. Notamment, malgré les promesses et l'engagement du préfet, depuis 80 jours, les travailleurs de Griffet ne reçoivent plus aucune indemnité.

Lundi 19 juillet, l'inspecteur du travail, Bachelet et Villard, directeur départemental du travail, sont venus à l'usine. Les travailleurs leur ont demandé des comptes, et devant le mutisme des 2 représentants du gouvernement les «Griffet» les ont retenus dans l'usine..

C'est sur appel du préfet que les flics sont venus à 21 h pour délivrer les 2 représentants du pouvoir. La répression n'en reste pas là, et le 23 juillet 2 délégués CFDT et le délégué CGC sont convoqués par la section criminelle Nord. Le délégué CGT s'y rend également en signe de solidarité. L'assemblée générale des «Griffet» décida d'accompagner ses représentants devant l'hôtel de police. Les délégués déclaraient au commissaire qu'ils étaient mandatés pour ne rien déclarer.

Les flics informaient le délégué CGC que Villard avait porté plainte. Il est clair que la plainte du directeur départemental n' a pu se faire qu'avec l'accord et la bénédiction de Durafour..

La présence des travailleurs à l'hôtel de police a montré que ce n'est pas par l'intervention policière, ni la pression des flics , ni les menaces des ministres qui feront céder les travailleurs de Griffet.

Les Lip contrattaquent en mettant à l'abri 100 000 montres ayant une valeur de 2 milliards. C'est depuis 4 mois que les 900 ouvrières et ouvriers de Lip sont de nouveau en conflit contre la liquidation de l'entreprise et aussi pour l'emploi.

L'action des Lip va encore créer des réactions, et la confédération CFDT va devoir réviser son attitude vis à vis de la coordination des luttes. Pour la CGT, les militants de Lip devaient déclarer qu'ils ne pouvaient qu'être solidaires. Charles Piaget devait déclarer : *«Les travailleurs sont être conduits à pratiquer une stratégie plus offensive afin d'obtenir l'ouverture de négociations sérieuses et il n'est pas question de restituer le stock avant que ces négociations sérieuses soient ouvertes».*

A Lip, on attend avec détermination les réactions, mais une chose est certaine, le stock est bel et bien en lieu sûr. Décidément, Lip ce n'est pas fini.

Les hospitaliers de Grenoble -La - Tronche au cours d'une manifestation. (photo Baudet J.L)

Dans les foyers Sonacotra, la grève continue pendant les mois d'été

PLUS QUE JAMAIS, SOYONS VIGILANTS POUR EMPECHER LES EXPULSIONS

Quelques jours avant la fin du mois de juillet nous avons pu nous entretenir avec des membres du comité de coordination des foyers Sonacotra en grève des loyers. Pour certains de ces foyers la grève dure depuis maintenant plus d'un an et demi, et naturellement nous avons d'abord demandé aux membres du comité de coordination que nous avons rencontrés où en est la situation aujourd'hui.

HR : Combien y a-t-il à l'heure actuelle de foyers en grève ?

Quand on est entré en grève, il y avait assez peu de foyers. Et puis le mouvement s'est développé, et il y a eu après une soixantaine de foyers dans la lutte.

Aujourd'hui on n'a que 38 foyers. Cette situation est créée par plusieurs facteurs. En premier lieu ce sont les manœuvres du PCF, et en second lieu les manœuvres de ses complices. En troisième lieu c'est la difficulté de l'action qui a pu démobiliser certains foyers.

Pour nous la question aujourd'hui c'est de consolider les foyers qui se trouvent en grève et de faire du travail dans les autres foyers pour leur faire rejoindre la grève à la rentrée. Il faut qu'à la rentrée on soit une grande force qui puisse faire aboutir nos revendications. Seule cette grande force peut faire reculer la Sonacotra. Aujourd'hui nous sommes 38 foyers. Ce n'est pas à négliger parce que cela représente au moins 10 000 travailleurs à l'intérieur.

HR : Ces foyers, ils sont principalement sur la région parisienne ?

Pas seulement. Il y en a en province aussi. Ces 38 foyers ne viennent pas tous au comité de coordination, parce que certains sont loin. Mais on reçoit des lettres qui nous disent qu'ils sont avec nous. On leur donne des directives, ce qu'il faut faire et ainsi de suite. Et ces foyers continuent la grève.

Il y a des foyers où la lutte s'est cassée parce qu'ils ont négocié foyer par foyer avec la Sonacotra. Notre position c'est d'être contre la négociation foyer par foyer. On veut la négociation globale avec le comité de coordination, seul représentant des foyers en grève.

On dit «les manœuvres du PCF» parce que le PCF a une position : c'est de négocier foyer par foyer, et ceci parce qu'il «croit» que les foyers sont différents et surtout parce qu'il est contre les intérêts des travailleurs. Il veut diviser les travailleurs. Il ne veut pas qu'il y ait un front des foyers. S'il y a un grand front de foyers contre la Sonacotra, c'est une force qui peut contrecarrer la politique de la Sonacotra. Or le PCF ne veut pas de cette grande force. Il ne veut pas que les travailleurs immigrés luttent pour leurs intérêts économiques et pour la liberté dans les foyers. Il ne veut pas de l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés. Il ne veut pas que les travailleurs immigrés défendent leurs droits pour un logement décent, propre, et pour des conditions de vie qui soient favorables à l'intérieur du foyer...

HR : Justement, est-ce qu'il y a des changements dans la tactique du PCF par rapport à votre lutte ?

Le PCF, depuis longtemps, concentre tout son travail pour casser la grève. Son objectif stratégique c'est de casser la grève. Pour ce qui est de sa tactique, il entre dans les foyers, il y met des «sous-marins» chargés de casser la grève. Pourquoi cela ? Pour dire ensuite que les «gauchistes» du comité de coordination ne sont pas capables de faire aboutir les revendications des résidents. Le PCF dit : «Vous tous, vous ne pouvez pas faire aboutir vos revendications. Mais si vous êtes alliés au PCF, alors vous pourrez faire quelque chose.»

Pour nous aujourd'hui une question fondamentale qui se pose c'est de dénoncer toutes les manœuvres du PCF, de le dénoncer tel qu'il est. Nous sommes une partie intégrante de la classe ouvrière, et le PCF ne trahit pas que les travailleurs immigrés, il trahit aussi bien les travailleurs français, alors nous, il faut qu'on explique à nos frères de classe français que ce PCF-là n'est pas un parti qui nous soutient. C'est un parti qui est contre nos intérêts, que ce soit à l'usine ou que ce soit dans les foyers...

Lui il se prépare pour les élections, et dans ce cadre particulièrement il contrecarre toute lutte des travailleurs. Il est d'accord avec la répression contre les travailleurs immigrés faite par le gouvernement et sa police. Il est d'accord avec la bourgeoisie qui nous opprime, avec les patrons de la Sonacotra. Nous avons plusieurs exemples qui le prouvent. Notamment le cas de Moussa Konaté. On peut analyser justement à partir de cet exemple la politique du PCF.

HR : A propos de Moussa Konaté, est-ce que vous pourriez rappeler qui il est, et dans quelles circonstances il s'était fait expulser ?

Moussa Konaté avait été viré avec 17 autres camarades du comité de coordination, pris chez lui à 5 heures du matin comme les autres. Il avait été au comité de coordination, mais il avait donné sa démission du comité de résidents de son foyer. Et de ce fait il n'était plus considéré comme membre du comité de coordination. Malgré cela pour nous c'est un camarade. D'ailleurs nous, le comité de coordination, on a fait un recours au Conseil d'État pour le retour des 18 camarades, y compris bien sûr Moussa Konaté, sans faire de différence. Comme il n'avait pas d'argent le comité de résidents de Pierrefitte a envoyé plus de 100 000 AF au Mali pour lui.

Moussa Konaté est syndiqué à la CGT. Et c'est pour cela que le PCF a fait un recours au Conseil d'État.

Une délégation du PCF est allée jusqu'au Mali pour emmener une photocopie de l'arrêt d'expulsion. Puis le PCF a pris un avocat spécial pour Moussa Konaté auprès du Conseil d'État. Cet avocat a isolé le cas de Moussa Konaté : «C'est mon client. Il n'a rien fait. Pourquoi l'avez-vous expulsé ?» C'est comme cela que le PCF a fait revenir Moussa Konaté, en isolant son expulsion de celles des 17 autres camarades, en disant que Moussa Konaté n'avait rien à voir avec les autres, etc. Le PCF et le gouvernement se sont montrés finalement d'accord pour que Moussa Konaté revienne, et pour qu'il soit possible au PCF de dire «Vous voyez bien, c'est nous les champions de la victoire, c'est nous qui pouvons faire revenir les travailleurs immigrés qui ont été expulsés».

Nous on considère que si le PCF l'a fait revenir, c'est pour mieux tromper encore la classe ouvrière et les travailleurs immigrés. Le PCF dit que la force des travailleurs ne peut rien faire, que la justice peut faire quelque chose. Nous on ne croit pas à cela. On croit que seule la force des travailleurs peut faire quelque chose, elle seule peut faire aboutir nos revendications et faire reculer le gouvernement pour que les autres camarades reviennent.

A son retour, il y a un car complet de camarades de Pierrefitte qui est allé à Orly pour le recevoir. Il y avait aussi le PCF avec tous ses permanents. Ils parlaient dans un mégaphone. Des résidents de Pierrefitte ont voulu parler au mégaphone. Le PCF a refusé. Alors ils lui ont pris le mégaphone de force. Ils voulaient parler à Moussa Konaté, mais le PCF l'a emmené dans une voiture. Moussa Konaté est parti sans même que nous on puisse s'entretenir avec lui !

Ensuite Moussa Konaté est passé à la préfecture de Seine-St-Denis, à Bobigny. Ce jour-là on a fait un tract pour appeler tous les travailleurs français et immigrés à venir soutenir Moussa Konaté dont c'était le jugement. Au nom du comité de coordination on appelait à agir pour annuler la procédure de son expulsion et pour exiger le retour des 17 autres délégués. Mais une fois à Bobigny on a trouvé 300 membres au moins du PCF, casqués et tout. On a commencé à lancer des mots d'ordre : «Vive le comité de coordination», «Moussa Konaté reste avec nous», «Retour de nos camarades», «Vive la lutte des travailleurs immigrés», etc. Le PCF, lui, disait : «Travailleurs immigrés Programme commun» et «Travailleurs immigrés, adhérez à la CGT», etc. Tout à coup, le service d'ordre PCF a voulu nous taper dessus. Chacun a pu constater la nature réactionnaire du PCF qui ne craint pas de taper sur les travailleurs.

HR : ... Alors vous avez sorti un tract pour dénoncer cette attitude...

Oui. Et c'est par rapport à cette dénonciation notamment que l'on peut voir qui nous soutient, qui est avec nous et qui ne l'est pas. Il y a des comités de soutien qui n'étaient pas d'accord avec notre tract. Pourquoi ? Parce que dans ces comités de soutien il y a des camarades, il y a des démocrates, des progressistes, des travailleurs qui voient que la lutte contre la Sonacotra est juste, mais il y a aussi des gens qui trouvent que la lutte n'est pas juste. Même s'ils disent qu'ils soutiennent le comité de coordination inconditionnellement, ces gens-là ne soutiennent pas dans la pratique. Lorsque le comité de coordination prend position, ces gens-là disent : «Nous on dénonce cette position, on va discuter avec le comité de coordination, il y a deux lignes dans le comité de coordination, il y a deux conceptions, etc.» En fait ces gens-là sèment la division parmi les travailleurs.

C'est pour cela que le comité de coordination a décidé que chaque individu qui ne respecte pas les positions du comité de coordination, qui ne diffuse pas ses tracts, qui ne participe pas aux activités dirigées par le comité de coordination et par les comités de résidents, sera désormais viré. Nous on ne veut pas discuter pour discuter. On veut discuter pour faire quelque chose. Les gens qui ne font que discuter et qui, sous prétexte qu'ils ne sont pas d'accord refusent de faire quoi que ce soit, on n'en a pas besoin. Le bavardage dans les comités de soutien revient à bloquer les positions et le travail du comité de coordination et à semer la division entre ses membres. Si on écoutait ces gens-là on se diviserait tout de suite et il n'y aurait plus de comité de coordination.

Dans le comité de coordination, la discipline consiste en ce que toutes les positions sont discutées collectivement, sans que personne impose ses idées aux autres, et jusqu'à ce qu'on aboutisse à un point de vue commun, un point de vue central que chacun applique. C'est ça pour nous la démocratie et aussi centraliser le travail.

(Suite p. 14)

Quelles subventions «calamités agricoles» ?

Tous les journaux le disent, les agriculteurs vont toucher des subventions calamités agricoles, la solidarité nationale doit jouer et il va falloir que les ouvriers acceptent tout gentiment les augmentations de prix. Cette fois c'est le pétrole qui va augmenter à cause de la sécheresse !

Eh bien, parlons-en aussi de ces subventions, car au moment où on parle de sécheresse, dans le Jura, on vient de recevoir les subventions contre la neige précoce.

Le 19 septembre 1974 la neige se met à tomber sur le massif du Jura et y demeure avec 40 jours d'avance. Toutes les bêtes doivent rentrer à l'étable d'où perte de pâturage, de regain, baisse de production du lait. Gros titres dans les journaux : le massif est déclaré zone sinistrée.

Une commission locale est nommée pour estimer les pertes. Elle conclut à 400 F de perte par vache laitière. Un an après les premiers dossiers arrivent à renvoyer par pli recommandé (7 F) pour pouvoir recevoir de nouveaux dossiers toujours aussi compliqués. Certains abandonnent déjà. Mais alors l'estimation de la Direction départementale de l'Agriculture n'est plus que d'environ 100 F par vache. Renseignements pris, le paysan de toute façon ne peut avoir au plus que 70 % de l'estimation puisqu'il doit lui aussi solidairement supporter une partie du sinistre. Enfin il y a deux mois les subventions arrivent. 30 F par laitière ! Un crachat.

Ce n'est pas tout, on se rend vite compte que 30 à 40 % des agriculteurs n'ont rien reçu : certains n'étaient pas assurés contre la grêle (quel rapport avec la neige puisque justement c'est exceptionnel ?). Les autres, eh bien, ils n'ont pas subi suffisamment de perte, c'est-à-dire que ce sont tous ceux qui avaient moins de 5 vaches laitières, ceux qui avaient le plus besoin d'être aidés.

Peu de monde se faisait des illusions sur les aides de l'État, mais ce qui n'est pas admis c'est tout ce tapage fait autour de ces «aides» et dont le seul but est de diviser paysans et ouvriers. Après 2 ans, il n'y a pas eu beaucoup de réactions, d'autres problèmes sont passés par-dessus, mais que cela serve de leçon aux départements sinistrés. Il faut battre le fer quand il est chaud. Ce ne sont pas les travailleurs des villes ou des campagnes qui doivent supporter le prix de la sécheresse mais ceux qui empêchent que des mesures efficaces soient prises contre la sécheresse dans le but d'éliminer les petits paysans, de favoriser la division et de réaliser toujours plus de profits.

Lettre d'un lecteur ayant participé aux «opérations pailles»

(Extraits)

De retour de Seine-et-Marne, après avoir participé à l'«opération paille», il m'a semblé utile de confronter les expériences afin d'en tirer un bilan approfondi. C'est pourquoi à travers cette lettre je souhaite faire part des remarques que j'ai pu faire au cours de mon séjour dans le canton de Bray-sur-Seine. En même temps cette lettre veut être un appel à d'autres contributions.

L'opération paille : grande mystification mais bonne occasion de discuter

Rappelons-nous, il y a quelques semaines Chirac nous annonçait avec grand tapage que la solidarité nationale s'organisait avec les paysans victimes de la sécheresse. Pour cela un remède miracle proposé par les dirigeants FNSEA : «l'opération paille». Mais qu'est-ce que cette opération exactement ?

UNE OPÉRATION «POUDRE AUX YEUX» SYNDICAT-GOUVERNEMENT

Alors que de nombreux petits paysans commencent déjà à tirer la langue, le problème pour le gouvernement et sa succursale syndicale : la direction de la FNSEA, c'est de donner l'impression de faire quelque chose tout en ne faisant rien.

Dans chacune de ses interventions Chirac essaie de nous faire croire qu'il suffit que les paysans trouvent de la paille pour nourrir leurs bêtes afin de mettre un terme à leurs difficultés. C'est là une grosse mystification activement soutenue par l'ennemi des petits paysans qu'est le dirigeant du syndicat agricole, Debatisse qui déclarait, il y a peu de temps, sans honte : «Des mesures importantes ont été prises». Mystification pure et simple car la paille n'est qu'un complément mais ne peut en aucun cas remplacer les aliments de base. Mystification pure et simple car l'aide gouvernementale est jusqu'à ce jour nulle : ce sont les paysans qui assurent eux-mêmes la majorité du travail au cours de «l'opération paille» et doivent même indemniser l'armée qui participe aux travaux. Mystification pure et simple car les mesures les plus urgentes (notamment la taxation des aliments de base) ne sont pas prises. (...)

Aussi est-il important d'offrir des objectifs immédiats permettant de faire comprendre que l'unité du monde paysan n'est qu'un mythe

– en exigeant la taxation immédiate de tous les produits utiles à l'alimentation du bétail.

– en envisageant des actions contre les abattoirs et les maisons d'aliments du bétail (à discuter sur le terrain).

– en exigeant des aides directes égales pour tous et non au prorata de l'importance de l'exploitation.

– en imposant des comités sécheresse ouverts à tous les agriculteurs et non aux spécialistes qui discutent en petits comités sur le dos des paysans. Ces comités devraient avoir pouvoir de décision sur les questions d'intérêt général. Leur fonctionnement : la direction pourrait être élue démocratiquement par l'ensemble des participants au comité et serait révocable à tout moment par décision de l'assemblée générale. Cette direction serait seule habilitée à négocier avec les pouvoirs publics.

En un mot il est urgent de mener une lutte acharnée contre les spéculateurs. Cette lutte immédiate doit être l'occasion pour les petits producteurs d'apprendre à aller unis à la bataille et non en rangs dispersés.

Ces journées passées au ramassage de la paille sont aussi une occasion unique pour évoquer nos objectifs à plus long terme ; en particulier sur les questions de la sécheresse, en s'appuyant sur l'exemple de nos camarades chinois et albanais nous pouvons montrer qu'il est possible d'éviter les calamités naturelles en créant par avance des réseaux d'irrigation, en prévoyant des réserves d'eau, etc. Si en France tout cela n'a pas été fait c'est que ces opérations ne sont pas directement rentables pour les profits capitalistes.

LA SECHERESSE DANS LA MANCHE

Dans notre région la sécheresse sévit depuis le printemps. Pour l'agriculture les conséquences sont dramatiques. Dans l'immédiat elle entraîne une baisse du revenu pour les agriculteurs. C'est particulièrement grave pour les petits paysans qui produisent principalement du lait d'été. Disposant d'une trésorerie très faible et ne pouvant emprunter, leur condition de vie va s'aggraver considérablement. Pour l'instant ils tiennent car ils consomment les réserves, mais cette situation risque d'être catastrophique pour cet hiver. La sécheresse va toucher aussi gravement les paysans moyens qui ont investi. Ceux-ci auront du mal à rembourser leur emprunt. Leur revenu va aussi en prendre une claque mais ils auront plus de chances de s'en sortir que les petits paysans. En effet, si la bourgeoisie se soucie assez peu de leur revenu son intérêt est que ces agriculteurs maintiennent leur capacité de production : ce sont des clients intéressants pour les industries agro-alimentaires. Par contre la classe au pouvoir ne peut que se frotter les mains si les petits-paysans sont obligés de partir. C'est autant de terre libérée pour les grosses fermes. Par contre les petits capitalistes de l'agriculture vont mieux s'en sortir. Ce sont eux qui vont rafler les stocks de paille et de fourrage. Plusieurs ont pu s'offrir un système d'irrigation. Ils vont bénéficier à plein des aides de l'État (prêts à taux réduit, subventions, etc.)

CEUX QUI PROFITENT DE LA SÉCHERESSE

En effet le malheur des uns fait quelquefois le bonheur des autres. Les «pauvres» céréaliers du Bassin parisien qui vont vendre à bon prix la paille qu'ils brûlent ou qu'il détruisent habituellement.

Ainsi les marchands de bestiaux qui spéculent à la baisse et font des bonnes affaires. Ainsi les fabricants de systèmes d'arrosage ont pratiquement doublé leurs prix. Ainsi les fabricants d'aliments du bétail, qui vont déposer plus de «bouchons» que jamais, vont, eux aussi, s'emplir les poches de belle façon.

LA BOURGEOISIE PROMET...

La bourgeoisie s'évertue à montrer que la sécheresse est une calamité naturelle devant laquelle tous sont égaux. Elle essaie de faire oublier sa responsabilité qui est grande. Car dans ce système c'est le sauve-qui-peut généralisé, ce sont les mieux nantis qui s'en sortent. La classe au pouvoir est incapable de mobiliser l'ensemble du pays et de prendre les mesures nécessaires pour vaincre la sécheresse. Par exemple elle laisse couler l'eau des rivières quand il y en a et empêche d'en prélever quand il en manque. Les mesures proposées sont dérisoires : aide au transport de paille que les paysans devront aller chercher et payer, sachant que ce ne sera que pour quelques-uns.

Pour le reste, des promesses, on verra ça après les vacances...

Quant aux bourgeois de «gauche», notamment le PCF, ils font de la surenchère dans les revendications pour TOUS les agriculteurs...

Ils proposent même un débat aux députés pour se montrer, eux plus capables dans la gestion du capitalisme.

Il ne faut pas se faire d'illusion. Le pouvoir n'a pas l'intention de venir en aide aux petits paysans.

QUELLES REVENDICATIONS IMMÉDIATES, ET POUR QUI ?

Ce n'est que par la lutte qu'ils obtiendront quelque chose.

Mais de justes revendications doivent partir de la situation des paysans pauvres. Ce sont eux l'immense majorité des agriculteurs.

Les aides à l'hectare, à la vache, les bonifications d'intérêt, les remboursements d'annuités sont des revendications profitant surtout aux gros paysans.

Par contre, il faut mettre en avant les mesures qui permettront aux petits paysans de maintenir leur revenu et leur outil de production intact.

Plus que jamais l'unité ouvriers-petits-paysans doit se renforcer. Car si pour les paysans, la sécheresse signifie baisse du revenu, pour les ouvriers la sécheresse signifie hausse des produits alimentaires. Et la bourgeoisie ne manquera pas d'invoquer le manque d'eau pour justifier ses profits et essayer de dresser les uns contre les autres, les travailleurs des villes contre ceux des campagnes.

Dès aujourd'hui dans la Manche, le Parti communiste marxiste-léniniste de France soutient tout ce qui va dans le sens de l'unité ouvriers-petits-paysans. Il soutient toute revendication allant dans le sens de l'intérêt des petits paysans.

Texte tiré d'un tract du PCMLF diffusé dans la Manche

La Faucille

JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Le deuxième numéro de juillet est paru.

On y trouvera :

– des informations sur la sécheresse.

– un article sur les revendications des petits producteurs de lait.

– un article sur la «politique agricole» définie dans le «Programme commun».

– un premier bilan de la lutte foncière de Cheix-en-Retz en Loire-Atlantique.

Prix du numéro : 1 F – L'abonnement 15 F par an pour 24 numéros.

Adresse provisoire : l'Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris cedex 18.

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS

Impressions d'un voyage en URSS

Nous avons eu un entretien avec un ami qui a passé quelques jours en URSS. Ses quelques impressions, même superficielles, sont déjà un révélateur suffisant de ce que peut être devenue l'URSS de Lénine depuis que les dirigeants du Kremlin ont renié le communisme.

Q : Quels ont été tes premiers contacts avec l'URSS ?

R : Je suis allé en Union soviétique il y a quelques semaines. La première ville dans laquelle je me suis arrêté c'est Irkoutzk, capitale de la Sibérie qui se trouve juste en bas du lac Baïkal. Pris en charge par l'association de tourisme Intourist, nous sommes accueillis sur le quai de la gare par un guide très libéral, très décontracté. C'est un étudiant de l'Institut des langues étrangères d'Irkoutzk. On se dirige aussitôt vers l'hôtel qui nous est réservé. Hôtel de grand luxe dont le prix des chambres est de l'ordre de 250 F par jour, ce qui n'est pas donné. En échange on a droit à la TV dans chaque chambre, mais à côté de cela les sanitaires ne fonctionnent pas très bien... En tout cas, notre premier contact c'est la caisse où il faut d'abord payer la chambre.

Abandonnés par le guide dès 14 h jusqu'au lendemain, nous sommes allés nous promener dans la ville. Tout de suite ce qui choque, dans la rue, c'est l'habillement des passants, surtout les femmes : très excentrique, très voyant, le maquillage très forcé. Le contact avec les gens est très difficile ; ils sont plutôt rudes. Je me suis fait «envoyer promener» plusieurs fois alors que je demandais mon chemin.

MUSIC-HALL, MENDIANTS ET ALCOOLISME

La première soirée, je suis allé au cirque, puisque c'est quelque chose de traditionnel là-bas. Mais les traditions populaires du cirque russe semblent disparues. On a eu droit à des numéros entièrement «américanisés» avec force lumière, femmes en bikinis sortant d'une piscine artificielle au milieu de la piste, etc. La TV, elle aussi, semble bien proche de ce que nous connaissons ici. Des chanteurs hurlent sur des scènes, des femmes en grand déshabillé se produisent en se tortillant. La seule différence, c'est l'orchestre qui est une formation d'État.

Le lendemain, notre guide de retour, nous passons devant une église orthodoxe. Le guide nous propose de nous y arrêter. Nous sommes d'accord. Mais une surprise nous y attend : pendant que se tient l'office, à l'entrée se pressent deux files de mendiants en haillons tendant la main et criant ; c'est quelque chose d'assez éprouvant. On demande au guide s'il n'y a pas quelque contradiction entre cela et le système soviétique qui se prétend socialiste. Celui-ci répond non, que c'est fréquent et que c'est dans la tradition (?).

Nous ne sommmes pas restés très longtemps à Irkoutzk. La plus grande partie de notre voyage nous l'avons faite en train, de Irkoutzk à Moscou en passant par Novosibirsk. Soit quatre jours et quatre nuits de train ! Le train a été pour nous quelque chose d'assez intéressant parce que nous étions en deuxième classe avec beaucoup de gens, des gens du peuple. L'ambiance était très maussade, et nous n'avons pas eu beaucoup de contacts d'autant plus que la consommation de vodka allait bon train et que certains sont arrivés ivres-morts à Moscou. Il semble qu'ici aussi le mal de l'alcoolisme empoisonne la vie du peuple. Il y avait énormément de soldats dans les wagons puisque c'est le train qui convoie les effectifs qui vont et qui viennent des frontières mongoles et chinoises.

Q : Qu'est-ce qu'on peut voir par la fenêtre ?

R : Quand on roule, on traverse d'immenses plaines recouvertes par de grandes étendues de forêts. On peut donc penser que les Soviétiques ne manquent pas de bois. Mais on est surpris d'apprendre à Moscou que pour pouvoir y acheter du papier, il faut amener en échange du vieux papier. C'est un peu paradoxal. Les paysages traversés donnent une impression de non mise en valeur et il est très rare de rencontrer des troupeaux.

Il y a également tout au long du trajet des affiches en quantités énormes : la plupart représentent des soldats soviétiques dans des positions guerrières et qui vantent des aspects de la force de l'armée d'aujourd'hui. Quelques-unes vantent des aspects de la production : dans le genre «l'ouvrier d'avant-garde produit beaucoup». Absolument pas d'affiches politiques.

PÉNURIE ALIMENTAIRE ET COURSE AUX DOLLARS

Q : Et Moscou ?

R : C'est une très grande ville. Il y a beaucoup de voitures individuelles qui circulent. Seulement j'ai appris que pour avoir une voiture, il faut s'inscrire sur une liste et attendre trois ans ! Mais c'est un peu tout le problème de l'approvisionnement à Moscou. La population semble se plaindre de manquer de tout. Point de vue aliments, nous pensions que Irkoutzk ou Novosibirsk manquaient parce que c'étaient des villes assez isolées, mais à Moscou sur un marché dans le centre il n'y a rien ! Des légumes verts flétris, quelques concombres et c'est à peu près tout !

A ce propos, on nous a raconté une histoire très répandue là-bas. C'est un type qui dit à un autre : «mon voisin, il vit au-dessus de ses moyens». L'autre lui demande : «mais pourquoi ? », le premier répond : «parce que quand on passe devant chez lui, ça sent l'oignon». Car l'oignon là-bas est très rare. C'est quand même assez révélateur de la situation de la population. Mais en même temps des secteurs comme l'armée sont très bien approvisionnés, cette armée qu'on sent omniprésente à Moscou où on ne peut pas faire un pas sans rencontrer des soldats et où des sortes de casernes pullulent. On fait beaucoup la queue à Moscou. Nous connaissons cela ici, mais là-bas c'est systématique. J'ai fait la queue pendant une demi-heure dans un magasin pour avoir du shampoing. Il n'y en avait pas. Autre magasin : une demi-heure de queue : pas de shampoing. Au troisième, j'ai renoncé. Par contre, faisant la queue depuis une heure pour visiter l'église qui se trouve sur la place Rouge, nous avons été bousculés par un groupe de soldats qui sont passés devant. Ils ne venaient pas pour des raisons de «travail» mais pour visiter ! Apparemment eux n'étaient pas astreints à faire la queue !

Q : Mais comment fait-on pour s'approvisionner ?

R : Il semble que la seule solution qui reste c'est la solution individuelle, la combine. Un Soviétique m'a raconté que, voulant installer l'électricité dans l'appartement de sa belle-mère, il n'a pas pu trouver 10 mètres de fil électrique ordinaire. Il a fallu trouver un ami, qui a téléphoné à un ami, etc., pour trouver les 10 mètres de fil. Vraiment, on pourrait croire que le peuple en est réduit à la combine individuelle pour pouvoir s'en tirer !

Mais cela ne s'arrête pas là ! Il y a aussi la chasse aux dollars. Évidemment, si vous êtes étranger, vous êtes sollicité sans arrêt depuis des filles qui téléphonent à l'hôtel pour vous donner des rendez-vous pour accrocher quelques dollars, jusqu'aux gosses à la descente des cars qui vendent leur ceinture, leurs vêtements et même des insignes de Lénine aux touristes.

Q : Dans quel but ?

R : Mais justement pour pouvoir acheter des choses introuvables dans le commerce, mais que l'on peut acheter avec des dollars dans des magasins de luxe ! Il y a d'ailleurs des magasins qui n'acceptent que des dollars parce que le rouble est une monnaie qui ne vaut rien.

C'est-à-dire que vous ne pouvez pas trouver de shampoing mais par contre vous pouvez acheter du parfum Christian Dior ! Dans un autre genre, dans une librairie, impossible de trouver en français les œuvres de Lénine, mais par contre un traité sur les forces armées françaises...

L'alcool, un certain opium du peuple, phénomène révélateur de l'état d'oppression dans lequel se trouve les travailleurs. Scènes de rue à Moscou, en 1969 (Photo Clarté).

MILITARISME ET «CULTE» DE BREJNEV

Q : Tu nous a parlé, à plusieurs reprises, de propagande militariste, de présences de soldats, de leur privilèges, de leur attitude, cela semble important dans la vie soviétique ?

R : Beaucoup. J'en ai un peu discuté avec des Soviétiques rencontrés dans des cafés, à l'hôtel et eux semblaient dire qu'en Union soviétique aujourd'hui, le seul modèle idéologique qu'on ait à proposer au peuple, c'est le souvenir de la Seconde Guerre mondiale, la gloire de l'armée, la puissance militaire soviétique.

Ce serait à peu près la seule chose qui pourrait souder encore les gens. Quand je demandais si l'URSS était prête à s'engager dans une nouvelle guerre, on me répondait par l'affirmative parce que finalement c'est ce qui permettrait de refaire l'unité du peuple en le lançant dans la guerre. Cela pourrait ressouder une unité complètement disparue, dans la mesure où le seul idéal qu'on propose au peuple c'est la réussite individuelle.

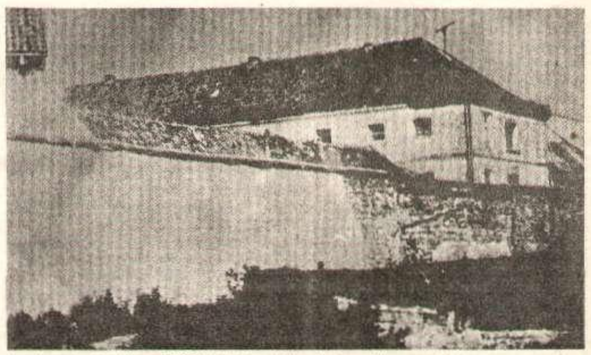
D'ailleurs quelques intellectuels que j'ai rencontrés n'envisageaient comme solution que la mort simultanée de nombreux «dignitaires» du parti, ce qui permettrait d'envisager de nouvelles solutions...

Q : Quels «dignitaires» ?

R : Eh bien, les... bureaucrates. A ce propos, le souvenir de Krouchtchev est encore très vivace là-bas parce que quand le peuple soviétique apprenait que des «choses nouvelles» se mettaient en place, cela voulait dire pour eux encore 30 nouveaux bureaucrates, encore «30 nouvelles bouches improductives à nourrir».

Q : Et Brejnev ?

R : Brejnev, c'est simple : on le voit partout. Il y a une histoire qui se raconte partout : c'est un type qui arrive le matin à son bureau avec ses vêtements tout froissés. On lui dit «mais dis-donc, tu aurais pu repasser tes vêtements aujourd'hui puisque tu dois accompagner une délégation !». L'autre s'excuse «Je suis désolé, mais hier soir j'ai mis la télé sur la deuxième chaîne et il y avait Brejnev qui parlait. Alors je suis passé sur la première : encore Brejnev. Quand j'ai vu ça, j'ai fermé la télé et j'ai mis la radio : encore Brejnev ! Alors j'en ai eu marre, j'ai fermé la radio, mais je n'ai pas eu le courage de brancher le fer à repasser...». C'est assez symptomatique de l'état d'esprit dans lequel se trouve la population face à un véritable «culte de la personnalité» de Brejnev imposé par le pouvoir. Dans la rue vous voyez des expos-photos où on peut voir Brejnev sur un tracteur, Brejnev dans une usine, Brejnev serrant des mains un peu partout, Brejnev avec des dirigeants étrangers ; dans les journaux ; d'immenses portraits dans les rues principales de Moscou. Cela semble un phénomène assez nouveau.



La répression fasciste en URSS : le lot quotidien des travailleurs soviétiques...
Ci-dessus, une clinique psychiatrique à Tjernjakovsk. (Photo Clarté).

IMMIGRÉS INDIENS ET RÉPRESSION POLICIERE

Q : Revenons-en, si tu veux, au déroulement de ton voyage. Qu'est-ce que tu as vu d'autre ?

R : Eh bien, j'ai vu les travailleurs immigrés d'Union soviétique. En effet, quand on se promène dans les grandes artères de Moscou, pour pouvoir les traverser il faut emprunter des passages souterrains. Dans ces passages, on trouve des files de gens qui font du marché noir. Et ces gens sont des Indiens, c'est-à-dire les «immigrés» de l'URSS !

Ils vendent des «trucs» pour le maquillage, des livres, des étoffes, et leur vente n'a pas l'air d'être faite à la sauvette...

Une autre chose remarquable est la quantité d'affiches célébrant la Révolution d'Octobre. «Vive Octobre rouge» est le slogan qui revient le plus souvent. J'ai demandé à un Soviétique si c'était un thème encore mobilisateur aujourd'hui. Lui m'a répondu que c'était absolument extérieur aux masses populaires. C'est un bureau de propagande qui est chargé de faire régulièrement des affiches sur ce thème, mais les gens semblent s'en désintéresser complètement.

Ce n'est pas ce qui préoccupe les travailleurs.

... depuis qu'une clique de bureaucrates bourgeois a pris le pouvoir.
Ci-dessus, un camp près de Moscou (Photo Clarté).

Q : Qu'est-ce qui les préoccupe ?

R : En particulier la surveillance policière, la répression. Les gens sont très inquiets de ce développement des choses. Encore une histoire qu'on m'a racontée, c'est l'histoire du bonheur. C'est un type chez qui on frappe le matin à 6 heures. Il va ouvrir. Et à la porte il y a deux hommes en imperméables gris des «inspecteurs» qui demandent : «Ivan Ivanovitch ?», et le bonheur pour ce type c'est de répondre «non, c'est la porte à côté». Cela montre un peu comment vivent les gens quotidiennement ! Il semble qu'ils ont constamment l'impression d'être pris en faute. Par exemple un guide qui nous accompagnait à Moscou récitait de la propagande comme on fait le catéchisme. C'était un peu bizarre de l'entendre faire cela. Alors à la fin, je lui ai demandé pourquoi elle faisait cela, elle m'a répondu qu'il risquait d'y avoir quelqu'un qui l'inspectait ou qui devait rendre compte de son travail. Elle ne voulait pas avoir un rapport qui puisse lui faire perdre son travail.

A ce propos, à des questions sur le salaire des ingénieurs à Moscou, elle a répondu très fièrement qu'ils gagnaient bien leur vie, de 100 à 600 roubles (c'est-à-dire au minimum 6 fois le salaire d'un ouvrier). Mais combien gagnent les ouvriers ? demande une personne. Oh c'est variable, cela dépend, l'ancienneté... vous comprenez... Elle n'avait manifestement pas envie de répondre. On apprendra après de longues discussions, qu'un ouvrier très bien payé touche 120 roubles.

Q : sur le problème de la répression tu as d'autres exemples ?

R : Oui, j'ai vu un conducteur qui est passé à l'orange un peu rapidement, dans une rue de Moscou. Arrêté par le policier qui l'a sifflé, le type s'excuse et pendant ce temps-là un policier note sur un cahier le nom du type, le numéro de la voiture, etc. J'ai demandé à un Soviétique pourquoi il notait tout cela, alors que la voiture n'avait même pas brûlé le feu rouge. Il m'a répondu qu'il y aurait sans doute des sanctions au niveau de l'endroit où travaille le conducteur et que la police communiquerait ces faits à ses supérieurs hiérarchiques.

Q : Et le parti ?

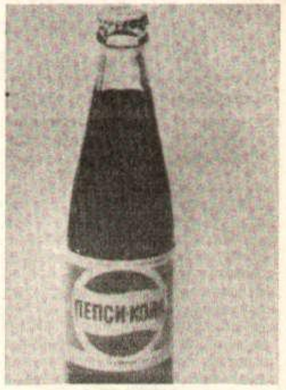
R : Il est très difficile de se rendre compte de son existence, comme cela, en passant quelques jours en URSS. Ce que j'ai appris c'est plutôt sur le Komsomol (la jeunesse communiste) par une Soviétique qui y a été pendant pas mal de temps. C'est donc un avant-propos du parti. Mais, d'après ce qu'elle m'a dit, elle qui croyait à un idéal, l'idéal du socialisme, elle s'y est sentie très vite «déphasée» par une ambiance très carriériste. Chacun était là pour «faire son trou», pour utiliser le Komsomol comme tremplin pour faire carrière dans la société, dans le parti. C'est tout ce que j'ai pu savoir sur la question. Mais, si on pense que l'on peut rester jusqu'à l'âge de 28 au Komsomol, quand on rentre au parti sur une telle base, on peut imaginer ce que cela peut donner... !

UNE IMAGE SYMBOLIQUE

Q : Comment s'est terminé ton voyage ?

R : Pratiquement sur la même impression qu'à l'arrivée, parce que tout ce qui se fait en Union soviétique par rapport aux étrangers semble basé sur le principe : récolter des devises. On se fout complètement que les gens connaissent ou ne connaissent pas l'URSS, ce qu'il faut c'est leur tirer des dollars. J'avais changé de l'argent à l'entrée de l'URSS et il me restait environ 40 roubles à la sortie, c'est-à-dire à Moscou. Voulant changer mes roubles, je suis allé dans une banque qui faisait ce genre d'opération. Là, on me dit : ce n'est pas possible mais vous pouvez le faire à la frontière. Bon. A la frontière, je dis au douanier qui me demande mon passeport, que j'ai 40 roubles à changer. Il me demande alors ma feuille sur laquelle est certifié la quantité de devises que j'ai changées, et il s'en va. J'attends deux heures, le train repart, je n'ai revu ni mon douanier, ni ma feuille de devises sans laquelle je ne pouvais changer mes roubles. Je suis donc sorti d'URSS comme cela. C'était une bonne façon d'éviter de me rendre mes devises.

Voilà la dernière image que j'ai eu de mon passage en Union soviétique, une image très symbolique.



Pepsi-Cola soviétique (Photo Clarté).

L'URSS : socialiste en paroles, impérialiste dans les faits. A gauche, affiche de propagande russe pour la paix ; à droite, affiche tchécoslovaque protestant contre l'agression soviétique en 1968.

La bataille de l'Humanité Rouge quotidien

VERS LES 25 MILLIONS

TOTAL	204 792,76 F
Postiers	40,00 F
CDHR Garcia Sanz	170,00 F
Pr que triomphe le marxisme-léninisme	200,00 F
GCH	374,00 F
CDHR Vera	156,00 F
CDHR NVT	1 450,00 F
JCMLF Dufour	350,00 F
Anonyme	100,00 F
CDHR J.Labourbe	180,00 F
Vive le communisme	40,00 F
Pr que vive le quot. au service de la classe ouv.	15,00 F
Ctre le révisionnisme et le trotskysme - 1 étudiant sympathisant ml	60,00 F
Individuel	20,00 F
DY	10,00 F
2 lectrices	900,00 F
CDHR NVT T	300,00 F
A la porte d'1 usine du Nord et sur 1 marché	81,00 F
Suppl. réabt VG	5,00 F
Suppl. abt NG	5,00 F
Suppl. réabt BJ	105,00 F
La voix des ml doit se faire entendre	203,00 F
1 ouvrier de chez Berliet	50,00 F
Sur un marché	13,85 F
Id.	40,00 F
Sousc. militante	100,00 F
1 dact., 1 ajust.	100,00 F
CDHR C. Zetkin M	853,00 F
Des symp. du Loiret et de la Vendée	50,00 F
1 empl. de CET à V	50,00 F
1 cple d'enseignants	200,00 F
1 ouv. peintre en bâtim.	100,00 F
1 travailleur malgache	30,00 F
5 camar. pr 1 presse au service du peuple	40,00 F
Sousc. à l'HR LM	750,00 F
Suppl. réabt HP	30,00 F
Sur vente photos à un meeting	55,00 F
Sousc. MB	43,00 F
1 cheminot ml	50,00 F
1 empl. agricole	50,00 F
Sur un marché	1,20 F
Cercle JCMLF de B	24,00 F
Des amis ml tunisiens	18,00 F
Des camarades	250,00 F
Individuel	50,00 F
A librairie Paris	345,00 F
CDHR Staline O	200,00 F
Suppl. réabt HR	10,00 F
1 camarade postier	500,00 F
Sur le marché de G	20,00 F
Soutien hebd. juillet MD	60,00 F
Suppl. Faucille MC	45,00 F
CDHR G. Péri	2 000,00 F
Sousc. CDP	2 700,00 F
E. Dimitrov	270,00 F
FM	500,00 F
1 camarade au service	200,00 F
Sousc. C	3 400,00 F
CDHR Victoire	100,00 F
Suppl. à un mariage	61,00 F
BR pr que vive l'HR	500,00 F
Suppl. réabt CH F	5,00 F
JY LP	200,00 F
HF	100,00 F
DP suppl. Faucille	56,00 F
MR id.	5,00 F
Vive la dict. du prol. Michelle et Danielle	180,00 F
Soutien hebd. août MD	75,00 F

Total au 27/7/76 224036,81 f.

DATE DE PARUTION DU PROCHAIN JOURNAL

Comme cela avait été indiqué fin juin, le prochain numéro de notre journal sortira le 2 septembre sur 16 pages. Nous rappelons à nos lecteurs qu'un numéro spécial de 4 pages a par ailleurs été édité pour élargir la popularisation de la lutte pour la libération du militant marxiste-léniniste lorientais, Romain Le Gal. Ce numéro spécial est toujours disponible au prix de 0,50 F. Nous encourageons vivement nos lecteurs, amis et camarades à se le procurer et à le diffuser largement autour d'eux. Nous leur demandons à cet effet de passer leurs commandes à :

l'Humanité rouge - administration
BP 61 –75861 Paris cedex 18.

INTERVIEW DE MEMBRES DU COMITE DE COORDINATION DES FOYERS SONACOTRA

(Suite de la p. 10)

HR : Est-ce qu'il y a des exemples de cas où justement il a été nécessaire d'exclure des éléments de comités de soutien parce qu'ils refusaient de se soumettre au comité de coordination, parce qu'ils semaient la division dans les comités de soutien ou autres ?

Il y a plusieurs exemples. Dans plusieurs comités de soutien il y a des vipères qui ne veulent pas nous soutenir. Discuter avec eux, ce n'est plus la peine : ils n'ont pas les pieds sur terre. Ils n'admettent pas par exemple que la conscience des travailleurs avance progressivement et ils estiment que la lutte est purement politique... Mais heureusement le comité de coordination n'écoute pas ces gens-là, il fait l'analyse concrète de la situation dans les foyers pour continuer la grève et s'en tenir à la bonne position. Si on les écoutait, dans 5 jours la grève serait finie...

On n'en est pas encore au stade où la classe ouvrière mène des grandes luttes 100 % politiques. Notre grève a une base objective, ce sont nos conditions de vie d'où sortent des revendications économiques. Et en même temps elle a des aspects politiques qui peuvent évoluer petit à petit et faire progresser la conscience politique de tous les travailleurs. Si on n'a pas ça dans la tête, on ne peut pas comprendre et diriger la lutte. Si par exemple on avait revendiqué seulement la liberté dans les foyers, jamais on n'aurait pu faire entrer dans la lutte des milliers et des milliers de travailleurs de 16 nationalités différentes, on n'aurait pas pu rassembler 15 000 travailleurs à la manifestation de Barbès, ni une soixantaine de foyers... Ce n'est pas une lutte purement politique et pas non plus une lutte purement économique. Il ne faut pas tomber dans l'une ou l'autre erreur.

Dans les comités de soutien, il n'est pas question que l'on fasse des concessions. On rejette les pressions de n'importe quelle organisation. Le chantage, «tu fais ça ou bien on sort» ça ne marche pas. Nous on répond «On n'a rien à foutre avec toi, il y a des travailleurs français qui sont prêts à distribuer des tracts avec nous dans la rue. Tu n'es pas le prophète Mohammed... Il y a des tas de gens honnêtes pour nous soutenir même s'ils ne sont pas d'accord sur tout avec nous».

Les gens comme ça qui ne distribuent pas les tracts, qui refusent de participer aux activités culturelles, qui ne sont pas d'accord quand il y a un film sur la Palestine, qui ne sont pas non plus d'accord sur la lutte dans nos pays d'origine, nous on a décidé d'engager aussi la lutte contre eux, et c'est déjà commencé. Il y en a parmi eux qui vont jusqu'à dire qu'il y a deux comités de coordination. Ça c'est très grave pour nous. On ne peut pas accepter que des choses pareilles soient dites pour nous diviser. Aujourd'hui au contraire l'unité du comité de coordination se consolide, même s'il peut y avoir parfois des contradictions. Notre unité, elle est solide. C'est aux travailleurs dans les foyers et à eux seuls de nous critiquer. Le comité de coordination n'a pas besoin des donneurs de leçons, qui se croient seuls capables de diriger la lutte. Les travailleurs font la preuve que même s'ils ne sont pas très politisés, ils sont assez grands pour prendre leurs affaires en mains.

HR : Est-ce que vous pouvez nous parler des perspectives du comité de coordination et de ce qu'il demande aux travailleurs français pour continuer de soutenir votre lutte pendant les vacances ?

La lutte continue même pendant les vacances bien sûr. C'est très important que la grève continue dans les 38 foyers. La perspective c'est d'abord de consolider la lutte dans les foyers où elle est menée. Mais c'est aussi de préparer d'autres foyers, dans la région parisienne et en province, pour que la grève s'y étende après les vacances. Il faut qu'en septembre il y ait un grand souffle capable de faire reculer la Sonacotra et d'arracher satisfaction sur nos revendications. Il faudra qu'il y ait au moins 150 foyers en grève pour qu'on puisse avancer de façon décisive.

On demande à tous les travailleurs français d'être aussi très vigilants au mois d'août pour empêcher qu'il y ait des expulsions et pour contrecarrer la répression, car il y a 55 camarades du comité de coordination qui sont recherchés par les flics. Mais il faut qu'il soit clair que ce soutien se fait sur la base de notre lutte, sur nos positions, sur la base de la plate-forme revendicative des foyers et sous la direction du comité de coordination. Voilà surtout ce qu'on demande.

TROIS OUVRAGES TRADUITS DU CHINOIS

Notes d'étude sur «l'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine
19 F.

L'IMPERIALISME AUJOURD'HUI
E-100

ETUDIONS L'ECONOMIE POLITIQUE
E-100

Connaissances de base d'économie politique tome 1 le capitalisme (à paraitre)

LA TANZANIE
E-100

Collection Tiers-Monde en lutte
6,50 F.

ÉDITIONS DU CENTENAIRE 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

IL FAUT LIRE ET ETUDIER «L'ETAT ET LA REVOLUTION»

A quelques temps seulement du déclenchement de la Révolution d'Octobre, en août et en septembre 1917, Lénine écrivit une de ses œuvres fondamentales, *L'État et la Révolution*. Cet écrit dans lequel Lénine défend et développe la doctrine marxiste sur l'État constitue un pilier dans la formation sérieuse de tout marxiste-léniniste et un précieux guide dans l'action révolutionnaire de tout parti authentiquement communiste.

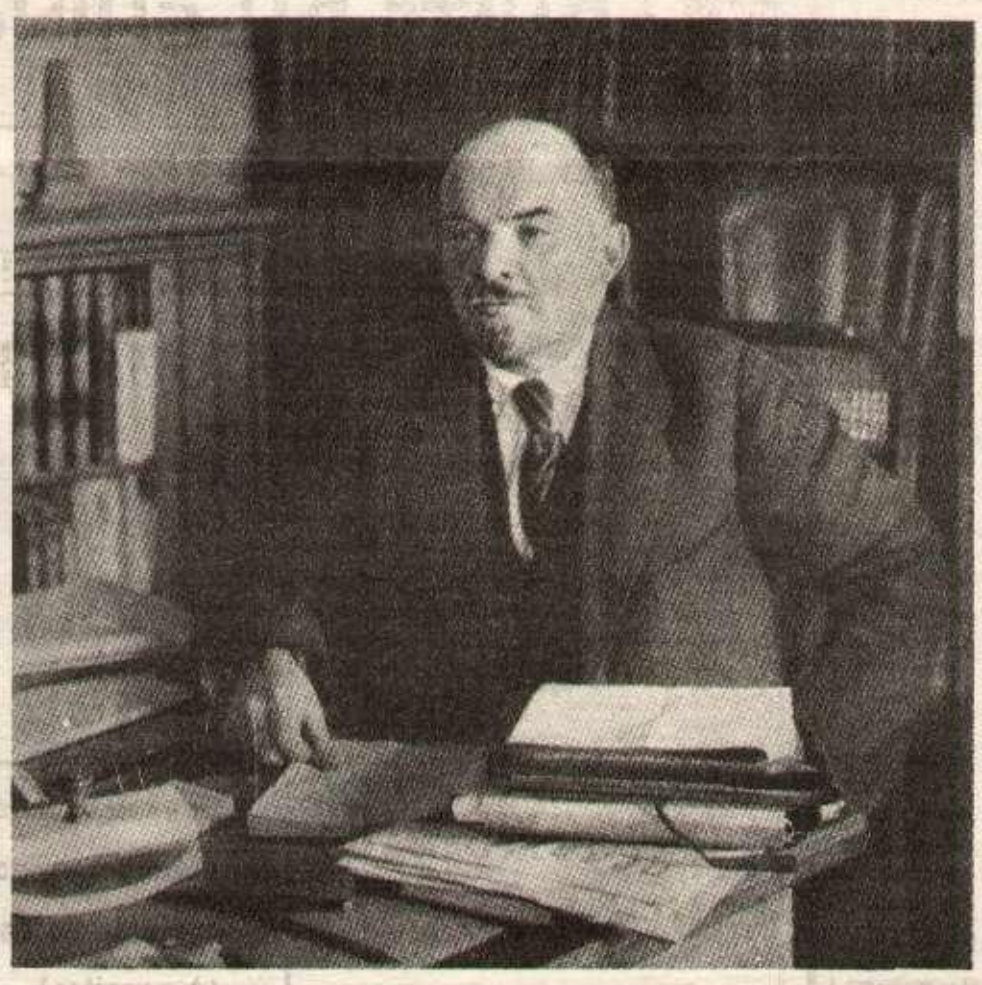
Lénine rédigea cette œuvre dans le cadre de la lutte contre les déformations du marxisme par les opportunistes. Ceux-ci dont les pères spirituels avaient combattu Marx et Engels se réclamaient du marxisme mais pour mieux le dénaturer. En particulier ils avaient réussi à embrouiller à souhait le point de vue marxiste sur l'État de façon à tromper les masses. Et Lénine fait remarquer à ce sujet précisément dans «L'État et la Révolution» que :

«Dans la falsification opportuniste du marxisme, la falsification éclectique de la dialectique est celle qui trompe les masses avec le plus de facilité ; elle leur donne un semblant de satisfaction, affecte de tenir compte de *tous les aspects du processus, de toutes les tendances de l'évolution, de toutes les influences contradictoires, etc... mais en réalité, elle ne donne aucune idée cohérente et révolutionnaire du développement de la société*»

Nous avons pour notre part une belle illustration de ce processus de dénaturation opportuniste du marxisme dans le cheminement suivi par le parti révisionniste français depuis 1945. Progressivement, le rejet d'une position marxiste sur l'État, au début d'une façon vicieuse, puis de plus en plus nettement, a amené Marchais et ses acolytes à renier OUVERTEMENT le cœur même de la doctrine marxiste : LA NÉCESSITÉ DE LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT. Et comme si la course à l'abjection était engagée entre les renégats à la classe ouvrière, les révisionnistes japonais viennent d'aller plus loin en associant le rejet de la dictature du prolétariat à l'abandon de toute référence au marxisme. Devant une telle débandade on serait tenté de se dire à quoi bon combattre sur le terrain du marxisme des gens qui l'attaquent désormais ouvertement ? Mais la question n'est pas là. D'abord il en va de l'avenir du parti marxiste-léniniste de comprendre le processus insidieux par lequel le PCF a dégénéré, sur le plan théorique car d'un tel processus nul parti communiste n'est à l'abri, pour la bonne raison que la lutte des classes le traverse toujours. Ensuite, les nécessités pratiques de l'heure imposent de combattre aussi les multiples variétés de théories qui naissent sur le fumier de la décomposition révisionniste, notamment dans le cercle étroit des sectes trotskystes et trotskysantes. Car si inconsistantes que soient en réalité ces germes néfastes, l'air malsain qui s'en dégage empoisonne l'atmosphère. Aussi on ne saurait trop recommander notamment aux ouvriers avancés de lire et d'étudier avec assiduité «L'État et la Révolution» dans l'esprit de combat de son auteur. Tout au long de son ouvrage en effet, c'est dans la critique perspicace des opportunistes que Lénine défend et enseigne le marxisme en ne négligeant aucune déformation apparement de «détail». Car c'est bien pour les besoins de la pratique révolutionnaire que Lénine s'attela à cette tâche : chaque ouvrier avancé sait que les «détails» sur le plan théorique et politique ont bien souvent de lourdes conséquences pratiques.

Pour comprendre à quel point est important pour Lénine le lien entre théorie et pratique il suffit de citer la bréve et magnifique postface qu'il rédigea à «L'État et la Révolution» :

«La présente brochure a été rédigée en août et en septembre 1917. J'avais déjà arrêté le plan du chapitre suivant, le VIIe : "L'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917". Mais en dehors du titre, je n'ai pas eu le temps d'écrire une seule ligne de ce chapitre, "empêché" que je fus par la crise politique qui a marqué la veille de la Révolution d'Octobre 1917. On ne peut que se réjouir d'un tel "empêchement". Mais le second fascicule de cette brochure (consacrée à l'expérience des révolutions russes de 1905 et 1917) devra sans doute être remis à beaucoup plus tard ; il est plus agréable et plus utile de faire "l'expérience d'une révolution" que d'écrire à son sujet».



Inspirons nous de cet esprit léniniste ! Actuellement la révolution prolétarienne mûrit en même temps que URSS et USA préparent activement une nouvelle guerre mondiale impérialiste, des conditions favorables à la libération des masses écrasées par le capital ne pourront manquer d'apparaître : l'attitude conséquente des marxistes-léninistes vis-à-vis de la question de l'État et leur capacité à l'expliquer aux masses a une immense portée pratique.

****

Il serait difficile de présenter ici une étude ou même un «résumé» de *L'État et la Révolution*. On ne peut résumer Lénine chez qui rien d'inutile n'écarte le lecteur de l'essentiel. Quant à l'étude rien ne saurait remplacer un travail collectif de groupes de marxistes-léninistes et d'ouvriers avancés. C'est pourquoi ici nous nous contenterons d'attirer l'attention des lecteurs sur des points généralement sous-estimés de la théorie marxiste sur l'État.

Parmi les marxistes-léninistes chez nous il est assez courant en effet de bien connaître et de retenir surtout le premier chapitre de *L'État et la Révolution*. Dans ce premier chapitre en effet Lénine expose la théorie marxiste sur l'État c'est-à-dire 1) que :

«L'État est le produit et la manifestation de ce fait que les contradictions de classe sont INCONCILIABLES. L'État surgit là, au moment et dans la mesure où, objectivement, les contradictions de classe NE PEUVENT être conciliées. Et inversement : l'existence de l'État prouve que les contradictions de classe sont inconciliables.»

et suivant une méthode dialectique inlassable Lénine immédiatement met en évidence deux lignes principales dans la déformation du marxisme sur ce point :

– la présentation de l'État comme organisme de *conciliation* des classes

– la négation de la nécessaire *suppression violente de l'État* comme condition de l'affranchissement de la classe opprimée.

Lénine ensuite rappelle les caractères particuliers de ce phénomène historique qu'est l'État et notamment «l'institution d'une FORCE PUBLIQUE qui ne coïncide plus directement avec la population s'organisant elle-même en force armée». Aprés avoir rappelé qu'Engels développe cette question de l'État, pouvoir issu de la société, mais se plaçant au-dessus d'elle et lui devenant de plus en plus étranger, Lénine soucieux tout comme Marx et Engels de combattre les pré jugés courants, prend soin de réexpliquer la différence – CAPITALE, on le verra, même pour la compréhension de la dictature du prolétariat – entre «force publique», c'est-à-dire, détachements spéciaux d'hommes armés, disposant de prisons, etc. et «organisation armée autonome de la population». Ironisant sur ceux qui présentent la création de détachements spéciaux d'hommes armés comme le résultat de la complexité de la vie sociale et de la différenciation des fonctions, Lénine souligne que cette thése d'apparence scientifique ne vise qu'à dissimuler l'essentiel c'est-à-dire «la division de la société en classes irrémédiablement hostiles».

«Sans cette division, écrit-il, l' organisation armée autonome de la population» se distinguerait par sa complexité, le niveau élevé de sa technique, etc., de l'organisation primitive d'une troupe de singes s'armant de bâtons, ou de celle d'hommes primitifs ou associés en clans, mais elle serait possible». Et Lénine conclut sur ce point du «détachement spécial d'hommes armés» en montrant que depuis les écrits d'Engels sur la question, les États capitalistes se sont considérablement renforcés afin de servir aux besoins rapaces bellicistes et impérialistes de la bourgeoisie.

****

Mais l'État n'est pas simplement un instrument d'oppression, c'est aussi un instrument d'exploitation de la classe opprimée d'abord parce que «la force publique spéciale» est entretenue sur le dos des masses par le biais des impôts et que surtout les fonctionnaires, *en tant qu'organes du pouvoir d'État*, sont placés AU-DESSUS de la société. Et Lénine ici souligne que :

«L'essentiel est de savoir ce qui les place AU-DESSUS de la société» ce qui est essentiel pour l'avenir même et ce qu'il explique par la suite à la lumiére de l'expérience de la Commune de Paris. Comprendre qu'ils sont placés AU-DESSUS de la société ne suffit pas, encore faut-il comprendre pourquoi ils servent INÉVITABLEMENT la classe des riches. Or Lénine, reprenant Engels, explique ici cette chose CAPITALE si l'on songe à la propagande de «nos» révisionnistes, il explique que si la richesse permet de corrompre de mille façons directe et indirecte l'État, c'est bien dans la république démocratique, dans la démocratie bourgeoise que cette corruption est la PLUS SURE *«... parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme ; aussi bien le capital, après s'en être emparé (...) asseoit son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut être ébranlé par AUCUN changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise.* Et Lénine ajoute ici d'ailleurs : *«Il faut noter encore qu'Engels est tout à fait catégorique lorsqu'il qualifie le suffrage universel d'instrument de domination de la bourgeoisie.»*

(A suivre)

l'Humanité Rouge

LES INCULPES DE LORIENT PARLENT

Nous avons demandé à nos camarades de Lorient quelle a été l'attitude de la police et de la cour de sûreté de l'Etat depuis leur inculpation en avril. Voici ce qu'ils nous ont déclaré :

Geneviève David: Pour ma part, j'ai été convoquée à l'instruction plus tard que les autres. Mon inculpation avait été retardée à cause de mon accouchement. J'ai reçu une convocation pour une instruction chez le juge Gallut, à Paris. On a demandé la permission que Jean m'accompagne, puisque je ne pouvais y aller seule avec le bébé. Ils ont refusé. Il a donc fallu que je fasse le voyage aller-retour avec un bébé d'un mois. Cela n'a pas été facile. Il a été obtenu quand même que la seconde instruction sur le curiculum-vitae se fasse à Lorient. Ce qui s'est fait au mois de juin. De là, vont s'en suivre toutes les démarches que fait la police après le curiculum-vitae : interrogatoire des parents, des anciens employeurs, des établissements scolaires, partout où on est passé.

Jean David: En ce qui concerne l'instruction et le déroulement de l'instruction,j'ai été convoqué une seule fois à Paris après ma libération. Mon attitude a été de refuser toute collaboration avec le juge. Il y a une fermeté à adopter vis-à vis du juge et c'est la position qu'adopte Romain et qu'on adopte tous jusqu'ici. Il peut nous convoquer dix fois, vingt fois à l'instruction, cela ne changera rien du tout. Ils n'ont rien dans le dossier qui leur permette de faire un procès. Au niveau de l'instruction, on adopte une position ferme, à savoir qu'on a rien à faire avec Gallut et qu'on a rien à lui dire.

Il n'y a pas eu d'autre instruction. Il y a eu une enquête très précise sur mon curiculum-vitae. Depuis l'école primaire, année par année, mois par mois. Il a fallu que je donne des précisions sur tous les endroits où je suis passé, tous les employeurs que j'ai fait. Après coup, la police est passée. Ils sont passés chez mes parents qu'ils ont interrogés séparément,questionnant énormément mon père sur moi : est-ce que je discute politique, quelles sont mes idées, quelles sont mes relations, est-ce que je suis influençable etc....? Mes parents n'ont rien répondu et n'avaient rien à leur répondre. Sans arrêt, ils disaient :*«On ne cherche pas tellement à savoir, ce n'est pas notre problème, on est là pour vous aider. On est là pour les aider et les sortir d'affaire»*. Ils passaient à autre chose puis ils y revenaient. **Ils ont même voulu interroger ma grand-mère** qui a 87 ans. Mes parents s'y sont absolument opposés. Ils ont voulu aller dans toute la famille, chez mes oncles et mes tantes de Lorient. Mes parents ont refusé de leur donner l'adresse. J' ai été trois mois hospitalisé il y a trois ans. J'ai rencontré un médecin lors d'une diffusion de tracts. Il m'a dit que la police était venu le voir avec la machine à écrire alors qu'il ne m'avait vu que comme malade dans un service. Ils sont allés à l'école d'infirmiers où je suis passé, auprès des surveillants de service, du directeur de l'hôpital. Il y a eu un mouvement à l'école d'infirmiers sur des revendications, ils ont demandé si j'avais été un meneur. Ils cherchent à recueillir un certain nombre de renseignements pour faire ce qu'ils appellent leur «profil de personnalité».

On a tous été convoqués chez le psychiatre. On a reçu des convocations écrites de psychiatres de Lorient qui étaient mandatés par le juge d'instruction. On a refusé collectivement d'y aller. Il y a eu une prise de position de la CGT et de la CFDT de l'hôpital Charcot à propos de cela. Ils ont noncé l'utilisation de la psychiatrie au service de la répression. Il y a eu une certaine mobilisation dans l'hôpital psychiatrique. Le conseil de l'ordre des psychiatres qui était réuni à Lorient dernièrement a cherché à se justifier dans la presse en disant que le psychiatre était «aussi neutre qu'un expert comptable».

En ce qui concerne la police, je suis toujours sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter le département et contrôlé trois fois par semaine au commissariat. Je vais pointer , je signe et je m'en vais.

Hervé Jegouzo : Ils ont fait aussi une «enquête de personnalité». Ils sont allés chez moi mais ma mère les a envoyés promener deux fois. Ils sont allés à mon travail à Angers. Ils ont demandé à voir les dossiers de sélection. Ça leur a été refusé à cause du secret professionnel. Ils sont allés interroger sur mes lieux de stage. Ils sont aussi allés à l'hôpital parce que j'étais en stage à la maternité quand on a été arrêté. Ils sont allés voir un médecin du service en lui disant que je l'avais cité comme témoin ce qui est faux.

Geneviève David : On a rencontré des copains et on a su que les flics qui ont vu leur voiture devant chez nous ou su qu'on avait des relations avec ces gens-là sont allés sur leurs lieux de travail pour leur faire des vérifications d'identité. C'est un groupe théatral des Côtes du Nord. Plusieurs d'entre eux ont eu des vérifications d'identité sur leur lieu de travail.

Jean David : Dans ces enquêtes de police, ils disséquent totalement les gens dans tout ce qu'ils sont dans leurs relations. **Ils les découpent en rondelles.**

Hervé Jegouzo : Quand je suis allé à l'instruction, j'ai demandé à Gallut pourquoi il me demandait où j'avais travaillé etc....Il m'a dit que dans un procès en cour de sûreté de l'Etat, on ne juge pas seulement les faits, on juge l'homme aussi. Ça veut dire qu'ils jugent si tu es au service de la bourgeoisie ou au service du peuple.

Romain Le Gal a été transféré à la prison de la Santé

Ecrivez-lui Romain Le Gal
matricule 184-756
1ère division cellule 37
42 rue de la Santé Paris 14è

De nouveaux témoignages de solidarité

Depuis le mois de juillet de nombreux témoignages de solidarité avec Romain Legal nous ont été adressés.

C'est ainsi que le personnel du CET «la champagne» de Vitré a adressé à Romain une lettre où il déclare notamment :

«Nous ne te connaissons pas personnellement mais nous savons que tu es un ouvrier, un syndicaliste, un marxiste-léniniste et nous savons que les camarades de l'UL-CFDT de Lorient t'ont réélu membre de l'UL malgré ton incarcération. Il y a peu de chances que tu reconnaisses des noms au bas de cette lettre.. Certains d'entre nous partagent tes idées, d'autres pas. Mais nous tenons à apposer notre signature car une volonté nous unit : c'est celle de nous libérer de l'oppression toujours croissante qu'exerce la bourgeoisie, quelque soit son visage, sur le peuple travailleur. En exigeant ta libération immédiate c'est pour la défense de nos droits de penser, de nous réunir, de nous organiser que nous luttons.»

De son côté, la section SGEN-CFDT de l'école normale de filles de Douai a adopté une motion dans laquelle elle exige la libération de Romain.

A Fougères, des enseignants syndiqués à la CFDT, au SNES, au SNI ont adopté une motion de solidarité comme l'ont fait également d'autres enseignants du CES Flandre à la Madeleine dans le Nord, syndiquées et non syndiqués. De même, les participants à la session de formation syndicale du SGEN-CFDT de l'académie de Lille ont adopté un texte protestant contre la répression et exigeant la libération de Romain.

Environ 50 délégués au congrès de la confédération syndicale du cadre de vie (ex association populaire familiale) qui s'est tenu à Nantes, fin juin, ont adressé une lettre à Romain où ils déclarent entre autres :

«La liste est bien longue, de ceux qui comme toi, subissent la répression pour avoir osé lutter contre ceux qui dirigent aujourd'hui cette société d'exploitation de l'homme par l'homme et contre ceux qui, pour demain, s'apprêtent à prendre le relais dans cette funeste tâche.

A travers l'exigence de ta libération, c'est pour la libération de tous les prisonniers politiques et syndicaux, pour la levée de toutes les inculpations et la dissolution de ce scandaleux tribunal d'exception qu'est la cour de sûreté de l'État que nous luttons.

Cher Romain , tu n'es pas seul dans ta cellule, des milliers et des milliers de travailleurs sont à tes côtés.»

Sur un marché populaire de Bordeaux, ce sont 320 personnes qui ont signé une pétition où est exigée la libération de tous les emprisonnés politiques et syndicaux, la levée de toutes les inculpations, la dissolution de la cour de sûreté de l'État et où est dénoncée l'interdiction du PCMLF et du FRAP.

A Bordeaux encore, le conseil de section CFDT de la caisse d'allocations familiales de la Gironde a adressé une motion à Romain dans laquelle elle lui fait part de sa solidarité et dénonce la répression.

A Toulouse, des travailleurs de l'entreprise Motorola lui ont également envoyé une lettre où ils déclarent : «Nous avons appris par des militants de «l'Humanité-Rouge » ton emprisonnement à Fresnes. Nous savons que c'est à cause de tes idées révolutionnaires et de ton action militante que tu as été emprisonné. C'est pour cela que nous te soutenons car nous savons que tu défends l'intétét des travailleurs.»

A Nice, des habitants ont également signé un appel contre la répression.

Comme on peut le voir, malgré la période des vacances, la solidarité envers Romain ne cesse de se développer et l'exigence de sa libération de grandir.

La solidarité des marxistes-léninistes de Grande-Bretagne

Dans un numéro récent de leur organe central, «The worker», nos camarades du Parti communiste de Grande-Bretagne marxiste-léniniste écrivent :

« Suite au développement actuel du mouvement de masse en France contre la répression (et en particulier la soit-disant «réforme du système éducatif») la classe dirigeante a de nouveau porté la main sur le PCMLF, notre parti frère en France.

Plusieurs camarades ont été interpellés pour appartenance à une organisation illégale - le PCMLF est illégal depuis huit ans.

Des travailleurs en France répondent à ces attaques en développant l'action pour la libération de leurs camarades inculpés. Comités de soutien, pétitions et manifestations ont été organisées. En tant que camarades ouvriers de Grande-Bretagne, nous adressons notre solidarité à leur lutte».

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 3e trimestre 1976